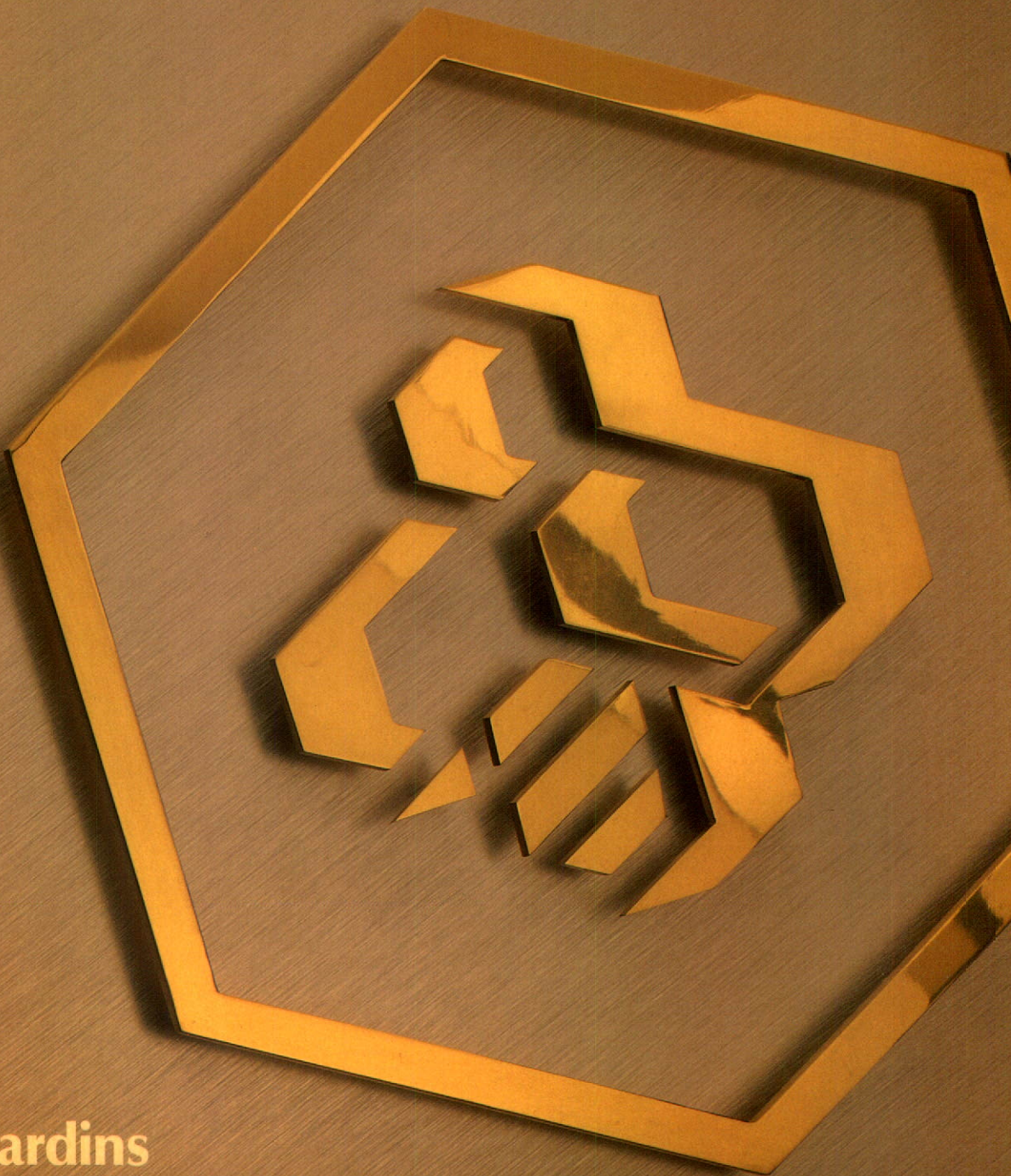


C



La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec

1 9 8 6



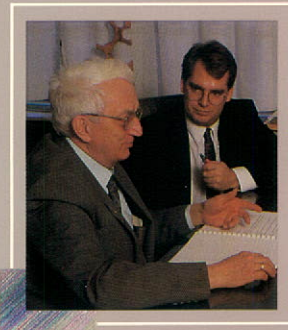
Desjardins



1941  
1942  
1943  
1944



# R A P P O R T 1 9 8 6 A N N U E L



« La signification de ce mouvement, c'est l'organisation sage et ordonnée des forces productives des masses populaires. C'est leur émancipation économique, c'est le peuple conscient de sa force, qui groupe ses énergies, les disciplines par une volonté ferme (...); c'est le peuple devenant son propre banquier (...). »

Alphonse Desjardins (1854-1920)

MCILL LIBRARY  
11645 MAY 11 87  
GOV. DOCS. DEPT.

## S O M M A I R E

|    |                                                                                                                                                                                                                     |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4  | Rapport du président                                                                                                                                                                                                |
| 12 | Rapport des activités administratives                                                                                                                                                                               |
| 20 | Rapport des vérificateurs                                                                                                                                                                                           |
| 24 | Bilan                                                                                                                                                                                                               |
| 26 | Notes complémentaires aux états financiers                                                                                                                                                                          |
| 35 | Les membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, les institutions et les corporations rattachées à la Confédération et les organismes internationaux dont elle est membre |
| 36 | Le conseil d'administration                                                                                                                                                                                         |
| 38 | Les commissions                                                                                                                                                                                                     |
| 38 | La direction générale et les cadres supérieurs                                                                                                                                                                      |
| 40 | Bilan social                                                                                                                                                                                                        |
| 48 | Revue des activités financières des caisses, des fédérations et de La Caisse Centrale Desjardins du Québec                                                                                                          |





**CINQUANTE-CINQUIÈME  
RAPPORT ANNUEL DE LA  
CONFÉDÉRATION DES  
CAISSES POPULAIRES ET  
D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU  
QUÉBEC**

Pour l'exercice clos  
le trente et un décembre  
mil neuf cent quatre-vingt-six

Siège social: 100, avenue des Commandeurs  
Lévis (Québec) G6V 7N5

## R A P P O R T D U P R É S I D E N T

La relance économique qui s'est amorcée en 1983 et qui se poursuit de façon particulièrement satisfaisante au Québec, nous a fait retrouver l'habitude d'entendre proclamer des résultats encourageants ou même exceptionnels. Pour le Mouvement Desjardins, l'année 1986 s'inscrit dans ce nouveau courant de confiance et de réussite. Encore une fois, les compilations nous présentent, à plusieurs égards, des succès dont nous pouvons être fiers. L'exercice qui se terminait le 31 décembre 1986 pourra donc être considéré, par tous ceux et celles qui ont participé à ses activités, comme une autre étape de progrès et de réalisations.

### ■ **Départ de Monsieur Blais**

Il est rare, évidemment, que l'actualité d'une organisation aussi vaste que la nôtre ne présente, sur une longue période, que de bonnes nouvelles. Sans doute la plus triste de toute l'année 1986 a-t-elle été l'annonce de la démission du président Raymond Blais, forcé de se retirer en raison de problèmes de santé persistants. Toutes et tous connaissent l'engagement vigoureux de cet homme au sein de notre Mouvement et ont senti, à un moment ou à un autre, son attachement particulièrement vif pour l'action du réseau de base des caisses.

En poste depuis avril 1981, Raymond Blais aura été, durant ces cinq ans à la tête du Mouvement Desjardins, un ardent promoteur de la consolidation financière du réseau Desjardins.

On ne saurait passer sous silence la conviction avec laquelle il a soutenu, dans ses diverses interventions internes et externes, l'indissociabilité des réalités économiques et sociales. Il a rappelé maintes fois la responsabilité des caisses et du Mouvement de resserrer constamment leur solidarité avec la grande collectivité québécoise et avec chacune des collectivités locales ou régionales qui la constituent. Le nom de Raymond Blais figurera sans aucun doute au tableau d'honneur des dirigeants de Desjardins qui ont su proclamer et entretenir une préoccupation sincère envers les valeurs fondamentales de la coopération et de la mission de service des caisses et du Mouvement Desjardins.







*Monsieur Raymond Blais, président de la Confédération.*

Pour tout cela, nous lui rendons un hommage unanime et, avec toute la chaleur de l'amitié et de l'estime qu'il s'est acquises dans nos rangs, nous lui souhaitons un avenir serein et heureux.

#### ■ **1986: encore une année de croissance économique**

Bien que son rythme de croissance ait un peu ralenti par rapport aux deux années précédentes, l'économie du Québec a encore connu, en 1986, une bonne année avec une progression nette estimée à près de 4,0%. Ce résultat se compare avantageusement à la croissance canadienne, qui se fixera à environ 3,3% et à celle des États-Unis, estimée à 2,7%.

Parmi les principales sources de cette progression de l'économie du Québec, on mentionne encore une fois la construction résidentielle, dont les investissements ont touché cette année pas moins de 60 000 nouvelles unités de logement, soit un record depuis 1976. On signale également une remarquable poussée de la consom-



*Monsieur Guy Bernier, président du conseil d'administration de la Confédération*

mation des ménages qui, pour financer leurs achats en hausse plus rapide que le revenu disponible, ont diminué leur taux d'épargne, puisé dans leurs économies et recouru assez largement au crédit.

La baisse générale des taux d'intérêt a sans doute encouragé ce courant de consommation et la progression de la construction résidentielle. Il est certain, toutefois, que la situation actuelle marquée par la stabilité et une relative santé économique a aussi contribué à atténuer les réflexes de crainte, hérités de la crise, au profit d'une vision plus optimiste des périodes à venir.

Malgré ce climat de confiance, la création nette d'emplois a plafonné à quelque 62 000 nouveaux postes, en 1986, ce qui est nettement inférieur aux 80 000 réalisés en 1985. Grâce au ralentissement de la croissance de la population active, le taux de chômage s'est un peu replié, de 11,8 à 11,0%. Ces améliorations soulignées par les statistiques officielles ne doivent cependant pas nous cacher la gravité de ce problème économique et social du chômage; celui-ci continue d'exprimer l'insuffisance de nos politiques et le déséquilibre de l'organisation actuelle du travail.

#### ■ **Pour Desjardins, une croissance remarquable**

Au cours de 1986, l'actif total consolidé du Mouvement Desjardins a augmenté de 14,4%, passant de 25,6 à 29,3 milliards \$. À elles seules, les caisses, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec ont porté leur actif consolidé à 25,6 milliards \$, enregistrant une progression annuelle d'un peu plus de 3,1 milliards \$, soit de 13,8%. En regard des données disponibles concernant l'ensemble des institutions de dépôts canadiennes, on peut qualifier ces résultats de très satisfaisants. En ce qui a trait aux caisses uniquement, il n'est pas sans intérêt de constater que leur performance de 1986 dépasse de près de deux points les taux de croissance obtenus au cours des six exercices précédents.

#### **Les prêts**

De nouveau cette année, dans le réseau constitué par les caisses, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec, les prêts ont enregistré un taux de croissance supérieur à celui de l'actif global; passant de 17,8 à 20,7 milliards \$, le total des prêts a en effet connu une augmentation de 16,7%. Les prêts personnels, commerciaux et institutionnels ont continué de croître rapidement, avec un taux d'augmentation de 20,6%; ayant connu une progression de 13,8%, nettement supérieure aux 10,6% de 1985, les prêts hypothécaires ont fourni près de la moitié du volume nouveau dans le domaine du crédit.

Le crédit à la consommation manifeste actuellement un certain essoufflement. La raison principale est sans doute le ralentissement de la croissance du revenu personnel disponible et l'endettement de plus en plus élevé des ménages. Du côté du crédit institutionnel, commercial et industriel, cependant, la croissance reste forte, à cause du maintien de la progression des dépenses institutionnelles et des investissements non résidentiels, mais aussi en raison de la percée récente de notre réseau dans ce secteur d'activité. Le crédit agricole a également donné de bons résultats, compte tenu de l'amélioration des revenus de certaines catégories de producteurs et de l'effort consacré à la promotion des services Desjardins en ce domaine.

#### **L'épargne**

Malgré la réduction observée en 1986 dans le taux moyen d'épargne des ménages, le total des dépôts dans les caisses ainsi que dans les fédérations et la Caisse centrale a grimpé de 13,9% pour atteindre 23,5 milliards \$. Fait significatif, la performance des caisses, sur le plan de la collecte de l'épargne, a presque atteint, cette année, avec 12,6% de croissance, la moyenne générale du réseau. La forte demande de crédit a sans doute encouragé les caisses à se montrer agressives et dynamiques dans ce marché.

Globalement donc, la rentrée des dépôts dans les caisses a été considérable au cours de l'année, mais il nous faut constater qu'elle n'a pas réussi à satisfaire seule l'ensemble des demandes de crédit. L'un des indices de ce phénomène est le bond de 37,8% des emprunts figurant au passif des caisses. En grande majorité, ces emprunts ont été obtenus auprès des fédérations pour assurer les liquidités nécessaires à la satisfaction des demandes de prêts adressées aux caisses.





### **La capitalisation**

En 1984 et 1985, le niveau des réserves générales des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale avait progressé successivement de 22,1% et de 17,4%. En 1986, ces réserves ont fait un nouveau bond de 20,6%, avec une augmentation sans précédent de 146 millions \$. Elles atteignent maintenant les 851 millions \$, soit 3,3% de l'actif total consolidé. C'est sans doute là l'une de nos plus précieuses réalisations de 1986. Ce courant de consolidation exprime le sérieux de notre réseau, sa détermination à assurer lui-même la protection de l'épargne de ses déposants et sa capacité d'auto-discipline, une fois qu'il a perçu l'utilité ou la nécessité d'intervenir.

Cependant, à cause de la lente progression du capital social et du léger recul des trop-perçus non répartis, la capitalisation globale du réseau des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale a légèrement régressé, en valeur relative, de 5,4% à 5,3% de l'actif total consolidé. Cette constatation nous invite à poursuivre nos efforts pour accroître nos réserves et à intensifier la recherche de nouvelles voies possibles afin d'augmenter le capital de chacune de nos unités comme de l'ensemble de notre réseau.

Nous pouvons dès lors, percevoir la nature et l'importance du rôle que peuvent avoir, dans leur rayon respectif, les fédérations et la Caisse centrale, qui sont en mesure d'attirer et de gérer des fonds considérables, en provenance de milieux institutionnels généralement hors d'atteinte pour les caisses. C'est notamment le cas pour les dépôts ou les autres formes de placements que la Caisse centrale est en mesure d'aller chercher, en faveur de notre réseau, sur les marchés nationaux et internationaux. Selon toute probabilité, nous n'en sommes qu'aux premiers pas dans ces nouveaux mécanismes d'approvisionnement en fonds. Les besoins qui s'exprimeront au cours des prochaines années nous forceront à développer considérablement nos relations avec les grands circuits de l'épargne institutionnelle.

### **Le résultat des activités**

L'état de nos revenus et dépenses nous réserve les mêmes satisfactions que l'examen du bilan.

#### **La rentabilité**

À 2 499 millions \$, le total des revenus bruts d'intérêt des caisses, des fédérations et de La Caisse centrale Desjardins du Québec a progressé de 5,7% seulement. Il faut évidemment voir là un effet du cours des taux d'intérêt, en baisse lente pendant l'année 1986; une baisse des taux d'intérêt réduit, bien sûr, les revenus d'intérêt, mais elle diminue également les dépenses. Cette année, toutefois, les revenus ont décru un peu plus rapidement que les dépenses, de sorte que la marge de revenus nets d'intérêt s'est rétrécie de façon notable. Il en est résulté pour l'exercice 1986 un total des revenus nets d'intérêt de 970 millions \$, en progression de seulement 2,3% par rapport à 1985.

Malgré la réduction considérable de la marge de revenus nets d'intérêt, le total des trop-perçus avant impôts et postes extraordinaires s'est tout de même élevé à 225 millions \$, soit 11,8% de moins que le record de 255 millions \$ enregistré en 1985. Ces très bons résultats sont dus à des performances généralement très satisfaisantes à la plupart des postes de dépenses autres que celui des intérêts. Les provisions pour pertes sur prêts ont diminué de plus du tiers, en chiffres absolus, et cela malgré l'augmentation du volume des prêts en cours. Plusieurs autres postes importants des dépenses ont aussi été resserrés ou maintenus à leur niveau antérieur, ce qui semble indiquer que, dans la plupart des composantes de notre réseau, on reste préoccupé de productivité et de rigueur dans la gestion.



### ***Les services***

On ne saurait parler des résultats de nos activités sans dire un mot des services. Fidèle à sa responsabilité de fournir à ses membres les services financiers les plus efficaces et les plus adaptés possible à leurs besoins, notre réseau a continué ses efforts pour perfectionner les services déjà offerts et en lancer de nouveaux.

En 1986, un accent particulier a été mis sur le renforcement du rôle conseil de nos ressources, en conformité avec les besoins nouveaux qui s'expriment; il est d'ailleurs évident, compte tenu de l'évolution actuelle des services financiers, que cet objectif demeurera une grande priorité pour les prochaines années. Il y a également lieu de souligner, pour l'exercice 1986, l'implantation du REÉR collectif et de la marge de crédit personnelle Desjardins, l'amélioration du service de prêt hypothécaire résidentiel, l'attention spéciale portée au secteur agricole et l'accès au réseau canadien de guichets automatiques en mode partagé INTERAC, au moyen de la carte Multiservices Desjardins. Les travaux en cours nous apporteront, en 1987, plusieurs autres innovations, particulièrement du côté du libre-service et des transferts électroniques de fonds.

### ***Les relations avec la collectivité***

Dans ses activités financières, dans ses services et dans l'organisation concrète de ses actions quotidiennes, notre Mouvement nous étonne sans cesse par sa vitalité, sa capacité d'adaptation et la profusion de créativité dont il réussit à faire preuve dans beaucoup de circonstances. Sans doute pouvons-nous voir dans cette vigueur et cette originalité des effets de sa décentralisation et de la responsabilité fondamentale que conserve chacune de ses composantes. Pourtant, s'il est un domaine où cette originalité et cette souplesse s'expriment avec vigueur, c'est bien celui de ses relations avec la collectivité.

Vous le constaterez une fois encore, dans la seconde partie de ce rapport annuel, où l'on fait la revue des activités sociales, l'engagement des caisses dans leur communauté prend des formes extrêmement variées. Aucune compilation ne peut rendre un compte exhaustif du foisonnement extraordinaire des activités, des initiatives et des gestes de collaboration qui traduisent chaque année le profond enracinement des caisses dans leur environnement humain. Cette deuxième édition du « bilan social » du Mouvement Desjardins met en lumière, malgré ses inévitables lacunes, une extraordinaire vigueur des concertations insoupçonnées et une richesse collective qui nous font honneur.

Il convient de remarquer particulièrement, pour l'ampleur qu'a prise cet engagement spécial amorcé en 1985, l'effort consacré à la promotion de l'action et de la participation des jeunes. Les délibérations du congrès de novembre l'ont confirmé: cette préoccupation pour la jeunesse n'est pas uniquement un vague désir d'échapper à la culpabilité en distribuant à gauche et à droite quelques cadeaux d'occasion. Non. Le Mouvement est profond et senti: c'est une part significative de la construction du présent et de l'avenir qu'on veut confier à ces générations qui montent, dans la perspective coopérative et démocratique d'associer le plus possible les personnes aux décisions qui les concernent. Ce n'est donc pas une attitude de pitié ou de condescendance, mais une option pour l'engagement et la responsabilité, le « self-help » et la concertation.



### ***Le 14<sup>e</sup> congrès des dirigeants et dirigeantes de Desjardins***

Parmi les activités d'importance de l'année 1986, nul sans doute n'oublierait de mentionner les assises du 14<sup>e</sup> Congrès des dirigeants et dirigeantes de Desjardins, tenues au Palais des congrès de Montréal les 28, 29 et 30 novembre, sous le thème « Bâtir un avenir qui nous ressemble ». Les statistiques de l'événement révèlent que 1001 caisses populaires et d'économie ont participé à ces assises. Elles étaient représentées par 2650 délégué(e)s; 597 autres participant(e)s provenaient d'autres organismes du Mouvement; de plus, 60 observateurs ou observatrices ont suivi les travaux des assises, au déroulement desquelles ont en outre contribué 130 ressources responsables de l'organisation et de la bonne marche des activités. À ces personnes directement engagées dans les assises se sont ajoutés 2425 conjoints, portant le nombre total des participants à plus de 5800 personnes.

Tous les observateurs ont souligné l'excellence de l'organisation, la discipline des délégué(e)s, le climat de sérieux et de participation aux 315 tables de discussion et la qualité des échanges qui s'y sont réalisés. À n'en pas douter, il s'agit d'un grand succès, et d'un succès d'autant plus éclatant et plein de signification que ce congrès était centré sur la réactualisation des valeurs fondamentales de notre Mouvement, c'est-à-dire sur un type de préoccupations qui ne semblent pas beaucoup privilégier les modes et les courants actuels.

Les principales lignes de force qui se sont dégagées du congrès ont trait à l'éducation coopérative, à la revitalisation du fonctionnement démocratique des caisses et à la participation des membres. Le renforcement de la participation des caisses dans l'orientation et le contrôle de l'ensemble du Mouvement et l'enrichissement de la relation déjà très nourrie entre les caisses et leurs communautés ont aussi été exprimés très clairement. L'exercice 1987 marquera sans doute une étape clef dans la mise en oeuvre des actions souhaitées par ce congrès.

### **■ Les relations avec nos partenaires**

L'année 1986 a été une année de croissance constante et sereine sur le plan de nos relations avec nos partenaires canadiens ou internationaux. Notre Mouvement a continué de développer ses liens naturels avec les groupements coopératifs d'ici et les divers organismes de concertation qui cherchent à rassembler les organisations coopératives sur le plan international.

Quant à nos relations avec les gouvernements québécois et canadien, elles ont suivi un rythme modéré. De nouveau en 1986, le projet de révision de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit a été repoussé d'une échéance à l'autre, de sorte qu'il reste au feuillet des priorités pour 1987. Le Mouvement Desjardins a cependant continué de collaborer avec le gouvernement du Québec sur divers plans, notamment dans des études et des discussions portant sur la question du libre-échange avec les États-Unis, sur le renouvellement de réglementations pouvant toucher les institutions financières et sur l'aide à des initiatives en faveur de la jeunesse.

Le même esprit de collaboration ouverte et constructive a présidé aux démarches effectuées auprès d'autorités fédérales dans des dossiers tels la révision de certaines lois de sa juridiction, la négociation d'accords sur le fonctionnement, la rétribution de services rendus au gouvernement central et quelques autres sujets d'échanges comme l'escompte des remboursements d'impôts et les priorités du développement international.



## ■ Conclusion

En 1986, les services financiers ont poursuivi une évolution rapide sans toutefois que la scène financière ne soit troublée, comme ce fut le cas au début des années 1980, par d'importantes variations des conditions générales de l'économie nationale et mondiale. Cet exercice aura surtout été une phase de consolidation des acquis et de travail sérieux sur les grands dossiers de développement pour l'avenir. Le congrès a été le point culminant de ce cheminement.

En terminant ce rapport, je désire exprimer ma gratitude à tous les administrateurs de la Confédération pour leur contribution patiente et avisée au profit de la Confédération et du Mouvement tout entier. Au nom de tous, j'adresse des remerciements spéciaux à messieurs Jean-Marie Ouellet, Claude Béland, Denis Vézina, Marcel Marcotte, Denis Frenière et Raymond Blais, qui ont quitté le conseil au cours de l'année et je souhaite une bienvenue cordiale aux administrateurs qui les ont remplacés, messieurs Raymond Gagné, Albert Ouellet, Gilles Lafleur, Robert Routhier, Marc Lemieux et Claude Deslandes. Monsieur Béland est revenu au Conseil en janvier 1987 à titre de président du Mouvement.

Il m'est agréable, également, de souligner le travail consciencieux et compétent des cadres et du personnel de la Confédération, qui assument au carrefour de notre Mouvement un rôle de recherche et de coordination souvent difficile et toujours exigeant. Je rends enfin hommage à tous les dirigeants et dirigeantes des caisses, des fédérations, des institutions et des corporations de même qu'au personnel de toutes ces unités si importantes dans la vie du Mouvement. Si notre

travail ou nos responsabilités nous mettent souvent en face de problèmes ou de questions tout à fait terre à terre, chacun, chacune de nous doit aussi prendre conscience de l'envergure de plus en plus imposante de notre action collective et du poids d'influence qu'elle a déjà et qu'elle peut continuer d'avoir sur l'évolution des conditions économiques et sociales de notre collectivité. Jamais la contribution de notre Mouvement à ce progrès d'ensemble ne pourra faire l'objet d'un bilan précis et complet comme l'est un rapport financier annuel: cela n'en réduit pourtant ni la nécessité, ni la grandeur, ni le mérite.

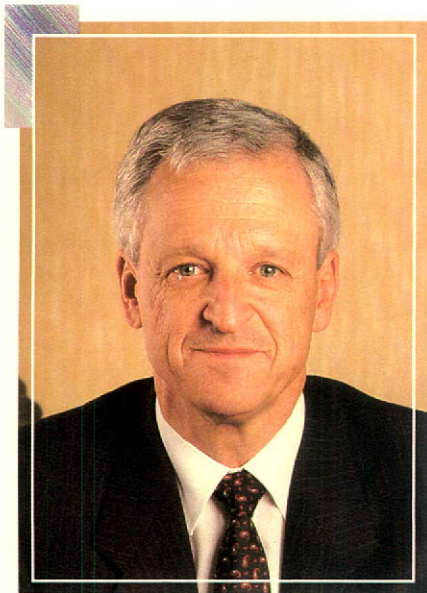
## ■ Un nouveau président

Enfin, en toute dernière étape de ce rapport, j'ai le plaisir et l'honneur de vous présenter le nouveau président de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et du Mouvement Desjardins, monsieur Claude Béland. Ce dernier a été élu à ce poste de grandes responsabilités le mardi 20 janvier 1987 pour un mandat de sept ans.

Claude Béland a une formation en droit. Fils de Benjamin Béland, qui fut dirigeant fondateur de la Caisse populaire d'Outremont et plus tard administrateur et président de l'Union régionale des caisses populaires Desjardins de Montréal, il a rapidement développé, en fonction de pré-occupations personnelles et de certaines tâches d'enseignement à l'Université de Montréal, une spécialisation en droit des coopératives.

Sa première expérience dans le Mouvement Desjardins date du temps de ses études, alors qu'il travaillait, l'été, à la Caisse populaire d'Outremont. Très tôt, toutefois, dans sa carrière d'avocat, il eut l'occasion de collaborer avec diverses coopératives; il participa notamment à la création de la Fédération des caisses d'économie du Québec, en 1962. Neuf ans plus tard, en 1971, il entra au service de cette fédération à titre de





*Monsieur Claude Béland a été élu à la présidence de la Confédération le 20 janvier 1987.*

conseiller juridique et, en 1979, il en devint directeur général. C'est, on s'en souvient, au mois de septembre de cette même année 1979 que fut signé le protocole d'affiliation de la Fédération des caisses d'économie au Mouvement Desjardins. Dès lors, monsieur Béland exerça, en plus de ses fonctions à la Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec, plusieurs mandats d'administrateur au sein de notre Mouvement, notamment à la Confédération, à La Caisse centrale Desjardins du Québec, au Groupe Desjardins, Assurances générales et à la Corporation Desjardins de traitement informatique. En février 1986, il fut nommé adjoint exécutif au président de la Confédération, et en décembre on lui confiait la responsabilité de directeur général.

C'est donc un coopérateur de longue date, un gestionnaire éclairé et un administrateur d'expérience qu'ont élu à la présidence de la Confédération et du Mouvement, le 20 janvier 1987, les membres du conseil d'administration de la Confédération. Nous sommes convaincus qu'il remplira cette haute fonction avec dignité, compétence, dynamisme et clairvoyance. Au nom de tous les administrateurs de la Confédération, je l'assure à nouveau et publiquement de notre plus entière collaboration et je lui souhaite un mandat fructueux et comblé de succès.

**Guy Bernier**  
Le président du conseil d'administration



## R A P P O R T DES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

**A**u cours de l'année 1986, la Confédération a complété les modifications à sa structure organisationnelle, pour mieux s'adapter aux besoins de ses membres et de son environnement, et cela en conformité avec sa mission, « qui est d'assurer la cohésion, la protection, le développement et l'unité de pensée et d'action de l'ensemble du réseau, dans le respect de la philosophie coopérative, pour le mieux-être des membres et de la collectivité ».

Devant les défis que posent la concurrence et les changements technologiques ainsi que leur impact sur l'environnement de travail des ressources humaines, et tout en s'inspirant du premier plan stratégique triennal du Mouvement Desjardins, la Confédération a fait siennes les priorités suivantes, établies par le conseil d'administration, soit:

- l'authenticité coopérative,
- une meilleure concertation entre les composantes du réseau Desjardins,
- le développement technologique du M.C.P.E.D.,
- la sécurité financière du réseau Desjardins,
- le décloisonnement des institutions financières,
- les changements législatifs,
- les ressources humaines.

C'est à la lumière de ces orientations que sera faite ici une brève description du travail accompli en 1986. Signalons en outre que, pour des raisons de concision, ce rapport passera sous silence une longue liste d'activités courantes qui se poursuivent d'année en année, de façon à concentrer l'attention sur les dossiers majeurs et sur les principales initiatives amorcées au cours de cet exercice.

### **L'authenticité coopérative**

Cette priorité retenue par le conseil d'administration a pris une signification particulière en 1986, à l'occasion du *14<sup>e</sup> Congrès des dirigeants et dirigeantes de Desjardins*. La Confédération a consacré beaucoup d'énergies à la planification, à la préparation et au déroulement des assises de ce congrès, qui s'est tenu les 28, 29 et 30 novembre, au Palais des congrès, à Montréal.



Grâce à la collaboration des dirigeants et dirigeantes des caisses Desjardins et à celle de nombreuses ressources de la Confédération, des fédérations et des institutions, de même qu'à l'apport de personnes du milieu universitaire québécois et du personnel de quelques firmes externes, les assises du 14<sup>e</sup> Congrès ont connu un succès digne de mention.

Les résultats des travaux de ce congrès fourniront une matière très riche pour préciser les orientations des caisses et de tout le Mouvement Desjardins pour les prochaines années.

Dans la révision de sa structure organisationnelle, la Confédération a reconnu l'importance que devrait prendre le développement coopératif dans l'avenir en créant la *première vice-présidence Planification et Développement coopératif*. C'est cette unité administrative qui a assumé, en 1986, la responsabilité concrète de la préparation et de l'organisation du congrès.

Par ailleurs, sur le plan de la *formation* la Confédération continue d'offrir aux dirigeants, dirigeantes et gestionnaires du Mouvement Desjardins des sessions sur la coopération et sur la culture organisationnelle, à l'Institut Coopératif Desjardins.

### ■ Une meilleure concertation entre les composantes du réseau Desjardins

L'une des responsabilités de la Confédération consiste à élaborer et à proposer des objectifs de développement pour l'ensemble du Mouvement. C'est en vertu de ce mandat que la Confédération a revu son premier programme de *planification stratégique* et proposé, pour la période de 1987 à 1990, un nouveau programme d'orientation et d'objectifs de croissance pour l'ensemble des composantes du Mouvement Desjardins. La réalisation d'un tel programme de planification est évidemment le fruit d'une étroite collaboration des différents secteurs d'activités de la Confédération et des multiples organismes du Mouvement Desjardins.



### Le Comité de direction

*De gauche à droite: M. Georges Lafond, premier vice-président Finance; M. Serge Limoges, premier vice-président Marketing et Systèmes; M. Yvon Daneau, premier vice-président Planification et Développement coopératif; M. Claude Béland, adjoint exécutif au président et directeur général; M. Claude Faucher, secrétaire général, et M. Denis Frenière, premier vice-président Inspection et Administration.*

À l'automne 1984, la Confédération entreprenait d'autre part la préparation d'un premier *plan marketing* de trois ans, remis à jour chaque année. L'activité marketing se fait maintenant avec plus de cohérence, de dynamisme et de discipline, ce qui exige une meilleure concertation entre les diverses composantes du réseau Desjardins. Cette volonté de collaboration, sentie et partagée par l'ensemble des fédérations, institutions et corporations spécialisées, permet de rassembler les énergies pour faire face à la concurrence qui s'intensifie et pour mieux orienter les efforts en vue de satisfaire les besoins des membres de Desjardins.

C'est dans cette perspective qu'ont été mis en marché, en 1986, un certain nombre de *nouveaux produits*, soit le REÉR collectif, la marge de crédit personnelle, la nouvelle carte Multiservices Desjardins ainsi que la carte de crédit VISA Desjardins Première.





Les deux principaux artisans de la revue *Ma Caisse*, MM. Pierre Goulet, rédacteur en chef, et Pierre Brousseau, graphiste-concepteur.

Mentionnons de plus que des efforts particuliers ont été réalisés afin d'assurer une meilleure présence de Desjardins auprès du monde agricole; on a poursuivi cet objectif notamment par la participation de ressources de la Confédération à de nombreuses rencontres d'échanges et d'information et par le biais de collaborations diverses avec des organismes de ce milieu.

Par ailleurs, en ce qui concerne la *distribution des services, l'automatisation et le libre-service*, les projets de développement ont donné lieu à l'installation de guichets automatiques « hors sites » dans des établissements de commerce au détail et dans certains milieux de travail. Le réseau de base de guichets automatiques Desjardins est passé, en 1986, de 133 à 205 unités.

Le guichet automatique Desjardins et la carte de crédit VISA Desjardins ont été accrédités auprès du réseau de guichets automatiques de VISA International en novembre 1986; les premières opérations en lien avec ce réseau pourront s'effectuer dès 1987.

Depuis l'automne 1986, les cartes de crédit VISA Desjardins munies d'un numéro d'identification personnel (NIP) donnent également accès au réseau de guichets automatiques Desjardins, de même qu'au réseau INTERAC, pour des avances de fonds automatisées.

Enfin, on a aussi fait cette année le choix de l'équipement d'imprimantes libre-service et l'implantation dans les caisses est envisagée pour 1987.

En décembre 1986, le Mouvement Desjardins a participé, comme membre-fondateur, à la création d'une nouvelle association, « PLUS CANADA », dans laquelle il est associé à trois banques canadiennes. Ce réseau permettra aux détenteurs de cartes Multiservices Desjardins d'avoir accès au réseau de guichets automatiques PLUS dans plusieurs pays du monde, y compris aux États-Unis. Ce nouveau service sera disponible au cours de 1987.

Naturellement, plusieurs des initiatives de développement de produits, de services et de procédés déjà mentionnées ont nécessité la collaboration du secteur des *Affaires juridiques*; l'expertise propre de cette unité administrative a été particulièrement précieuse dans des dossiers tels l'acquisition de Brinks (Québec), la mise en service des guichets automatiques en mode partagé, les études sur le décloisonnement, la reformulation de l'acte hypothécaire, la révision du REÉR et des produits de retraite, la mise au point de la marge de crédit personnelle et l'adoption de formulaires et procédés en crédit aux particuliers, en crédit commercial et en crédit agricole.

Dans la même veine, tous les paliers du réseau Desjardins ont pu profiter, en 1986 comme par les années passées, de l'information et de l'expertise de ressources de la Confédération spécialisées en matière de *fiscalité*.

Dans l'ensemble de ces champs d'action, on s'est assuré que le développement des produits et services se fasse en concertation avec les diverses composantes du réseau Desjardins en recourant, au besoin, à des comités consultatifs et à des groupes de travail, constitués de personnes provenant des caisses, des fédérations, des corporations spécialisées et des institutions du Mouvement Desjardins.



### ■ Le développement technologique du mouvement Desjardins

La technologie constitue un défi capital pour Desjardins; l'une de ses fonctions est de rendre possible une grande qualité de l'information de gestion, fonction qui sera déterminante dans sa capacité de faire face au marché et aux consommateurs de demain et, par conséquent, dans les succès espérés.

Pour permettre au réseau Desjardins de relever ce défi, la *refonte du système informatisé des caisses* (SIC) s'est poursuivie en 1986. Rappelons que cette refonte prend l'allure d'une évolution progressive, portant par étapes le système actuel vers les capacités et les performances définies pour le SIC +.

C'est ainsi qu'en 1986 l'effort consacré à la transformation du système actuel a permis l'implantation de plusieurs améliorations fonctionnelles, toutes conçues en réponse aux besoins les plus pressants des caisses Desjardins. Il y a eu notamment, au cours de l'année, livraison de plusieurs nouveaux systèmes, tels le système de marge de crédit personnelle, celui de l'intégration d'un système d'assurance-vie sur l'épargne, celui du débit «JOUR O» et la validation du dossier membre intégré.

D'importants travaux ont également eu lieu en ce qui a trait au contrôle des applications et à la gestion du réseau qui fait partie de l'évolution technique du SIC +. Il en fut de même pour la refonte technique, qui vise à apporter des modifications à la structure interne du système, pour le rendre apte à supporter les fonctions nouvelles qui seront ajoutées avec le temps ainsi que l'accroissement prévisible du volume de transactions au cours de la prochaine décennie.

En ce qui regarde l'évolution des *systèmes électroniques de paiement*, la première transaction canadienne sur le réseau INTERAC des guichets automatiques en mode partagé s'est déroulée, le 14 avril 1986, à partir d'un guichet automatique Desjardins. Cette transaction lançait la phase expérimentale du projet pour chacune des institutions financières participantes. Le service a été mis à la disposition du public à compter de juin.

Pour que nos membres et notre réseau puissent tirer le maximum d'avantages et de souplesse de l'utilisation en mode partagé des réseaux de guichets automatiques, un nouveau système de choix du numéro d'identification personnel (NIP) a été conçu et mis en place. Ce système permettra aux membres des caisses Desjardins de choisir directement à leur caisse le NIP qu'ils désirent associer à leur carte Multiservices Desjardins ainsi qu'à leur carte de crédit VISA Desjardins.

Ajoutons enfin, sur ce plan du développement technologique, que la Confédération a complété la *refonte des systèmes VISA*, entreprise en 1984, par l'implantation du système de gestion de cartes de crédit VISA, au Centre Desjardins de traitement de cartes Inc.



Dans le cadre du projet de refonte du système informatique des caisses, Mme Céline Trépanier, chef de la division Évolution du SIC, en compagnie de collègues, MM. René Veilleux et Claude Côté, analystes-programmeurs.



### ■ La sécurité financière du réseau Desjardins

L'armature financière du réseau des caisses, des fédérations, des institutions et corporations spécialisées du Mouvement Desjardins a toujours fait l'objet de préoccupations au niveau de la Confédération. Ce n'est cependant qu'en 1986 qu'on a créé la *première vice-présidence Finance*, qui s'est vue chargée dès lors de responsabilités spécifiques en regard du comportement financier du Mouvement Desjardins.

À partir de la situation réelle des caisses et des conditions précises de leur environnement, il est demandé aux responsables de ce secteur, en collaboration avec les ressources des fédérations, de La Caisse centrale Desjardins du Québec, des institutions et des autres secteurs de la Confédération, de procéder à l'évaluation de la situation financière de Desjardins dans son ensemble et de proposer des politiques et moyens d'action propres à assurer la sûreté et la solidité financières des différentes composantes de Desjardins et ainsi contribuer à leur croissance et à leur renforcement.



À l'affût de toutes les données financières des caisses, M. Simon L'Heureux, conseiller aux affaires financières et technologiques, et Mme Edith Laroche, secrétaire.

Les préoccupations de ce secteur d'activités épousent naturellement des perspectives à moyen et à long termes. Elles ont principalement porté, en 1986, sur divers encadrements, tels que les normes de liquidité, les ratios et mécanismes de capitalisation et de levier financier, l'approvisionnement de fonds et l'appariement, la marge bénéficiaire, la diversification des risques et le suivi des investissements.

De plus, cette première vice-présidence a entretenu des relations avec des organismes coopératifs pan-canadiens et elle a participé à diverses négociations avec des autorités ou des organismes de l'État; on peut mentionner, par exemple, des discussions avec l'Office du crédit agricole du Québec et la négociation de la tarification des instruments de paiement au niveau fédéral, dans le cadre de l'Association canadienne des paiements.

### ■ Le décloisonnement des institutions financières

La réglementation des institutions financières et la question du décloisonnement ont fait l'objet d'études approfondies. À cet égard, il faut noter la publication d'un rapport, préparé pour un groupe de référence formé de membres du conseil d'administration et de directeurs de caisses, qui aborde *l'offre de services financiers Desjardins dans un contexte de décloisonnement*.

La Confédération a de plus suivi avec une attention particulière le cheminement des autorités gouvernementales fédérales et provinciales quant à la *réglementation des institutions financières*. La Confédération participe par ailleurs aux travaux d'un comité consultatif sur les institutions financières institué par le Gouvernement du Québec.

### ■ Les changements législatifs

Comme d'habitude, la Confédération a continué de faire l'analyse systématique de projets de loi pouvant avoir des conséquences importantes pour le Mouvement Desjardins. Pour 1986, on peut mentionner notamment, les lois suivantes: Loi sur la faillite, Loi sur l'examen de l'endettement agricole, Loi sur l'équité en emploi, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, Loi sur la fiscalité municipale, Loi sur les préarrangements funéraires, Loi sur les droits successoraux.

### ■ Les ressources humaines

Dans le but d'appuyer et d'instrumenter l'action des caisses et des fédérations en ce domaine, la Confédération a diffusé auprès des fédérations, en 1986, un *outil d'analyse et de diagnostic des coûts de la main-d'oeuvre des caisses*.

Des méthodes d'analyse ont été mises au point en fonction de l'évolution des équipements technologiques et de l'offre des services dans les caisses, afin d'en mesurer les conséquences sur la structure des emplois, le nombre d'employé(e)s et les compétences requises. Comme mesure plus spécifique, un programme visant le renforcement du sens de la clientèle a été l'objet d'une validation dans quelques caisses et l'implantation aura lieu en 1987.

Devant l'ampleur et la portée des changements à venir, il convient de s'assurer que les *moyens d'adaptation* qui seront retenus se rapprochent le plus possible de la caisse et s'imprègnent des techniques les plus modernes et les plus sophistiquées. Dans cette optique, on a continué les efforts consacrés à la conception de programmes de formation assistée par ordinateur.

Sur le plan provincial, deux nouveaux programmes de formation ont été lancés en 1986, l'un portant sur la culture des organisations et l'autre sur la préparation à la retraite.



*Dans une scène ordinaire de la vie quotidienne des inspecteurs, Mme Alice Larose et M. André Bélanger, inspecteurs-vérificateurs analystes, et Mme Pascale Tremblay, inspecteur-vérificateur.*

### ■ Autres contributions de la Confédération

Pour compléter ce premier tour d'horizon sur les priorités qui ont retenu l'attention de la Confédération en 1986, il est nécessaire de jeter un regard sur quelques autres activités qui ont une signification particulière pour les caisses.

La Confédération a, on le sait, la responsabilité d'effectuer *l'inspection et la vérification de chacune des caisses et des fédérations* du Mouvement Desjardins; quelque 2 100 visites d'inspection et de vérification ont été réalisées en 1986.



Des rapports d'ensemble, établis à partir de ces interventions, ont été transmis aux autorités de la Confédération et des fédérations ainsi qu'à la Corporation de fonds de sécurité. De plus, les services de la Confédération ont acheminé au bureau de l'Inspecteur général des Institutions financières les rapports correspondant aux exigences spécifiques de cet organisme.

Rappelons que la Confédération est mandatée, notamment par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour effectuer l'inspection des caisses et des fédérations, selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-dépôts. Le personnel du bureau de l'Inspecteur général des Institutions financières s'assure, quant à lui, de la qualité des travaux effectués par la Confédération.

À l'intention des caisses, un comité permanent de la Confédération a, sur un autre plan, poursuivi ses travaux relatifs à l'établissement de normes concernant la durée de *conservation* des documents et à l'adoption de politiques de *microfilmage des documents*.

## ■ Les services internes

En vue d'assurer une utilisation optimale des ressources humaines, financières et matérielles de la Confédération, divers services de soutien sont en place pour aider ses différentes unités administratives dans la réalisation de leur programme d'action.

Certaines opérations, à cause de leur nature spécifique, méritent une mention particulière. C'est le cas de *l'Institut Coopératif Desjardins*, qui a réduit son déficit de 25 % en 1986, par rapport à 1985. Le chiffre d'affaires provenant de services à la clientèle du Mouvement Desjardins a représenté environ 35 % des revenus totaux; l'augmentation enregistrée à ce chapitre n'est sans doute pas étrangère à l'amélioration des résultats financiers de l'Institut.

Sur un autre plan, après une première année d'activités, le vérificateur interne a terminé la mise en place de son unité administrative et défini la raison d'être de la *vérification interne*, dont le principal objectif consiste à assister tous les membres de la direction dans l'exercice de leurs responsabilités. Une étude a été réalisée sur les besoins futurs en vérification interne à la Confédération et dans les corporations spécialisées du Mouvement Desjardins.



*Des gens de caisses, de fédérations et d'institutions viennent rebrasser de pleines pages d'idées, avec M. Louis-Georges Gervais, conseiller en formation, au cours de sessions sur la coopération ou la culture organisationnelle, à l'Institut Coopératif Desjardins.*





*Un événement emballant et formateur: le 14<sup>e</sup> Congrès des dirigeants et dirigeantes de Desjardins, en novembre 1986. Plus de 3000 personnes en discussion sérieuse et disciplinée au cours d'un atelier.*

### ■ Conclusion

Le comité de direction est en mesure d'affirmer que des efforts constants ont été faits, au cours de l'année, pour que les ressources de la Confédération, à travers leurs différentes activités, réagissent promptement aux défis imposés par les circonstances et soient sensibles aux besoins des organismes du Mouvement Desjardins, que la Confédération a la mission de servir. Nous désirons remercier tous les représentants des caisses, des fédérations, des institutions et corporations spécialisées qui, par leurs diverses contributions, ont secondé nos démarches pour atteindre les objectifs.

Nous tenons également à remercier le *personnel* de la Confédération, qui nous a permis de réaliser notre programme d'action, grâce à sa compétence et à une collaboration qui ne se dément pas d'année en année.

Le comité de direction



R A P P O R T  
DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de  
La Confédération des caisses populaires  
et d'économie Desjardins du Québec

Nous avons vérifié le bilan de  
LA CONFÉDÉRATION DES CAISSES  
POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS  
DU QUÉBEC au 31 décembre 1986 ainsi que  
les états des résultats, de la réserve générale,  
du trop-perçu non distribué et celui de l'évolu-  
tion de la situation financière de l'exercice clos  
à cette date. Notre vérification a été effectuée  
conformément aux normes de vérification  
généralement reconnues, et a comporté par  
conséquent les sondages et autres procédés  
que nous avons jugés nécessaires dans les  
circonstances.

À notre avis, ces états financiers présen-  
tent fidèlement la situation financière de la  
Confédération au 31 décembre 1986 ainsi que les  
résultats de ses opérations et l'évolution de sa  
situation financière pour l'exercice clos à cette  
date selon les pratiques comptables particulières  
prescrites par la Loi sur les caisses d'épargne et  
de crédit et les principes comptables générale-  
ment reconnus, appliqués de la même manière  
qu'au cours de l'exercice précédent.

*Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & Associés*

Mallette, Benoît, Boulanger, Rondeau  
et Associés  
Comptables agréés

Québec,  
le 30 janvier 1987

## L'ÉTAT DES RÉSULTATS

*pour l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars)*

|                                                    | 1986           | 1985           |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Revenus</b>                                     |                |                |
| Cotisations                                        | 30 449 \$      | 35 201 \$      |
| Revenus d'exploitation                             | 135 803        | 111 813        |
| Revenus d'appoint                                  | 14 784         | 5 651          |
| Revenus de placements                              | 1 511          | 803            |
| Autres revenus                                     | 589            | 2 929          |
|                                                    | <b>183 136</b> | <b>156 397</b> |
| <b>Dépenses</b>                                    |                |                |
| Approvisionnement — coût des marchandises vendues  | 6 848          | 9 315          |
| Salaires et avantages sociaux                      | 40 271         | 37 160         |
| Contrat de service                                 | 76 013         | 59 322         |
| Frais de déplacements                              | 2 192          | 2 079          |
| Frais de représentation, de repas et de séjour     | 2 524          | 1 987          |
| Fournitures de bureau                              | 471            | 344            |
| Fournitures spécifiques                            | 1 830          | 1 442          |
| Location et achat de logiciels                     | 104            | 665            |
| Frais de communications                            | 1 204          | 1 104          |
| Commissions                                        | 1 146          | 1 947          |
| Traitement des données                             | 4 622          | 3 499          |
| Location d'équipement                              | 509            | 402            |
| Loyers spécifiques                                 | 1 757          | 1 325          |
| Chauffage et électricité                           | 382            | 372            |
| Taxes                                              | 217            | 210            |
| Entretien et réparations                           | 628            | 502            |
| Services techniques et professionnels              | 14 991         | 7 319          |
| Assurances générales                               | 299            | 276            |
| Frais d'expédition                                 | 496            | 820            |
| Publicité et promotion                             | 1 453          | 1 026          |
| Associations et contributions                      | 587            | 271            |
| Créances douteuses et irrécouvrables               | 3 715          | 3 071          |
| Souscriptions et subventions                       | 1 119          | 1 105          |
| Autres dépenses                                    | 672            | 464            |
| Frais financiers                                   | 18 290         | 16 190         |
| Amortissement des immobilisations                  | 1 655          | 1 167          |
| Amortissement des frais reportés                   | 4 239          | 7 539          |
| Amortissement de l'achalandage                     | 287            | 287            |
|                                                    | <b>188 521</b> | <b>161 210</b> |
| Récupération de coûts provenant des frais reportés | 5 613          | 5 721          |
|                                                    | <b>182 908</b> | <b>155 489</b> |
| <b>Excédent avant ristournes et intérêts</b>       |                |                |
| <b>sur le capital social (notes 1-f et 11)</b>     | <b>228 \$</b>  | <b>908 \$</b>  |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec



## ÉTAT DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE

(pour l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars))

|                                                                          | 1986     | 1985     |
|--------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
| <b>Réserve générale</b>                                                  |          |          |
| Solde au début                                                           | 4 569 \$ | 4 205 \$ |
| Ajouter:                                                                 |          |          |
| Virement du solde du trop-perçu non distribué<br>de l'exercice précédent | 908      | 364      |
| Solde à la fin                                                           | 5 477 \$ | 4 569 \$ |

## ÉTAT DU TROP-PERÇU NON DISTRIBUÉ

(pour l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars))

|                                                                | 1986   | 1985   |
|----------------------------------------------------------------|--------|--------|
| <b>Trop-perçu non distribué</b>                                |        |        |
| Solde au début                                                 | 908 \$ | 642 \$ |
| Déduire:                                                       |        |        |
| Intérêts sur le capital social                                 | —      | 278    |
| Virement à la réserve générale                                 | 908    | 364    |
|                                                                | 908    | 642    |
| Ajouter:                                                       |        |        |
| Excédent avant ristournes et intérêts<br>sur le capital social | 228    | 908    |
| Solde à la fin                                                 | 228 \$ | 908 \$ |

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

*pour l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars)*

|                                                                     | 1986         | 1985        |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| <b>Activités d'exploitation</b>                                     |              |             |
| Excédent avant ristournes et intérêts sur le capital social         | 228 \$       | 908 \$      |
| Éléments d'exploitation n'impliquant aucun mouvement de liquidités: |              |             |
| Amortissement des immobilisations                                   | 1 655        | 1 167       |
| Amortissement des frais reportés                                    | 4 239        | 7 539       |
| Amortissement de l'achalandage                                      | 287          | 287         |
| Perte nette (profit net) sur l'aliénation d'immobilisations         | ( 1)         | 10          |
|                                                                     | 6 408        | 9 911       |
| Variation nette des autres postes (note 14)                         | ( 33 773)    | (35 289)    |
|                                                                     | ( 27 365)    | (25 378)    |
| <b>Activités de financement</b>                                     |              |             |
| Dépôts de fédérations                                               | 8 500        | —           |
| Diminution de la dette à long terme                                 | ( 7 597)     | ( 586)      |
|                                                                     | 903          | ( 586)      |
| <b>Activités d'investissement</b>                                   |              |             |
| Acquisition d'immobilisations                                       | ( 3 436)     | ( 2 034)    |
| Produit de l'aliénation d'immobilisations                           | 14           | 10          |
| Acquisition de placements                                           | ( 8 598)     | ( 3 800)    |
| Produit de disposition de placements                                | 6 717        | 1 835       |
| Augmentation des frais reportés                                     | ( 5 674)     | ( 7 285)    |
|                                                                     | ( 10 977)    | (11 274)    |
| <b>Intérêts versés sur le capital social</b>                        | —            | ( 278)      |
| <b>Diminution nette des liquidités</b>                              | ( 37 439)    | (37 516)    |
| <b>Liquidités négatives au début de l'exercice</b>                  | ( 99 023)    | (61 507)    |
| <b>Liquidités négatives à la fin de l'exercice</b>                  | (136 462) \$ | (99 023) \$ |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec

Les liquidités négatives de la Confédération représentent les emprunts sur marge de crédit ainsi que les dépôts à terme des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins du Québec.

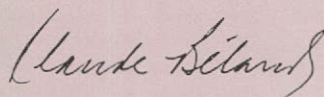


## BILAN

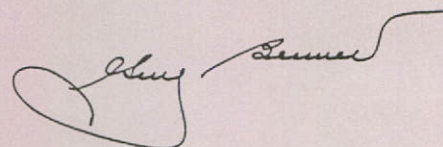
pour l'exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars)

|                                               | 1986              | 1985              |
|-----------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIF</b>                                  |                   |                   |
| <b>Éléments à court terme</b>                 |                   |                   |
| Débiteurs                                     |                   |                   |
| Détenteurs de cartes Visa (Desjardins) — net  | 241 629 \$        | 210 835 \$        |
| Réguliers (note 3)                            | 30 222            | 16 716            |
| Intérêts courus sur placements                | 76                | 17                |
| Stocks (note 4)                               | 1 374             | 997               |
| Frais reportés au prochain exercice           | 524               | 692               |
| Placements réalisables à court terme (note 5) | 8 500             | 6 400             |
|                                               | <b>282 325</b>    | <b>235 657</b>    |
| <b>Placements</b> (note 5)                    | <b>5 875</b>      | <b>6 094</b>      |
| <b>Immobilisations</b> (note 6)               | <b>14 950</b>     | <b>13 182</b>     |
| <b>Frais reportés</b> (note 7)                | <b>12 900</b>     | <b>11 465</b>     |
| <b>Achalandage</b>                            | <b>4 457</b>      | <b>4 744</b>      |
|                                               | <b>320 507 \$</b> | <b>271 142 \$</b> |

Approuvé par:



Claude Béland  
président



Guy Bernier  
président du conseil  
d'administration

|                                                                       | 1986       | 1985       |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>PASSIF</b>                                                         |            |            |
| <b>Dette à court terme</b>                                            |            |            |
| Emprunts sur marge de crédit                                          | 5 262 \$   | 34 023 \$  |
| Dépôts à terme (note 8)                                               | 131 200    | 65 000     |
| Créditeurs et frais courus (note 9)                                   | 27 217     | 16 611     |
| Revenus reportés                                                      | 3 054      | 2 865      |
| Dette à long terme échéant au cours du<br>prochain exercice (note 10) | 8 609      | 7 598      |
|                                                                       | 175 342    | 126 097    |
| <b>Dette à long terme</b> (note 10)                                   | 135 976    | 136 084    |
| <b>Capital social</b> (note 12)                                       | 3 484      | 3 484      |
| <b>Réserve générale</b>                                               | 5 477      | 4 569      |
| <b>Trop-perçu non distribué de l'exercice</b>                         | 228        | 908        |
|                                                                       | 320 507 \$ | 271 142 \$ |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec

**Engagements contractuels** (note 13)



## NOTES COMPLÉMENTAIRES

(au 31 décembre 1986)

### 1. Conventions comptables:

#### a) Stocks de marchandises

Les stocks sont évalués au plus bas prix du coûtant (méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette.

#### b) Placements

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition à l'exception des placements en actions participantes des filiales non consolidées qui sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition, soit la valeur au moment de la modification de la participation de la Confédération.

#### c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties selon les méthodes et taux suivants:

|                                | Méthodes          | Taux           |
|--------------------------------|-------------------|----------------|
| Aménagements paysagers         | Solde décroissant | 4 %            |
| Bâtisse — 100, des Commandeurs | Ligne droite      | sur 40 ans     |
| Bâtisses — autres              | Solde décroissant | 5 %            |
| Mobilier et équipement         | Solde décroissant | 20 %           |
| Automobile                     | Solde décroissant | 30 %           |
| Améliorations locatives        | Ligne droite      | maximum 10 ans |

Aucun amortissement n'est calculé sur les oeuvres d'art.

#### d) Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au coût et sont amortis selon les méthodes et taux suivants:

|                                                                                                      |                                                                                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Frais de développement du réseau d'autorisation Visa (VCAN)                                          | Ligne droite — 5 ans                                                                              |
| Systèmes téléphoniques                                                                               | Ligne droite — 10 et 14 ans                                                                       |
| Frais de développement des guichets automatiques                                                     | Amortissement calculé sur la base d'implantation des guichets automatiques et de leur utilisation |
| Frais de révision du système intégré des caisses et frais de révision du système informatisé de paie | Amortissement calculé selon la base de récupération des coûts                                     |

Autres frais reportés Ligne droite — 2 à 5 ans

#### e) Achalandage

L'achalandage provenant de l'achat des opérations de Visa (BNC) est évalué au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode de la ligne droite au taux de 5%.

#### f) Ristournes, intérêts sur le capital social et impôts sur le revenu

Les ristournes, les intérêts sur le capital social et les impôts sur le revenu de la Confédération sont imputés au trop-perçu non distribué de l'exercice précédent avant le virement à la réserve générale.





## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

(au 31 décembre 1986)

L'utilisation de cette méthode s'explique du fait que les ristournes et les intérêts sur le capital social sont déterminés et votés par les membres à l'assemblée générale tenue après la fin de l'exercice, tel que mentionné dans la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit. D'après cette méthode, la provision pour impôts sur le revenu est fondée sur le revenu imposable plutôt que sur le revenu comptable.

### 2- Statuts constitutifs:

La Confédération est constituée en vertu de la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

### 3. Débiteurs — Réguliers:

(en milliers de dollars)

|                                                                    | 1986      | 1985      |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| Clients                                                            | 19 516 \$ | 12 672 \$ |
| Corporation Desjardins de traitement informatique                  | 1 512     | 863       |
| Centre Desjardins de traitement de cartes inc.                     | 2 501     | 2 884     |
| La Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins | 6 693     | 297       |
|                                                                    | 30 222 \$ | 16 716 \$ |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec

### 4 — Stocks:

(en milliers de dollars)

|                                               | 1986     | 1985   |
|-----------------------------------------------|----------|--------|
| Marchandises d'approvisionnement              | 946 \$   | 977 \$ |
| Marchandises — Institut coopératif Desjardins | 24       | 20     |
| Vidéo-cassette                                | 404      | —      |
|                                               | 1 374 \$ | 997 \$ |

### 5 — Placements:

(en milliers de dollars)

|                                                                                                                                                                     | 1986     | 1985     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
| Obligations (valeur au marché: 1986 — 150 000 \$; 1985 — 151 450 \$)                                                                                                | 149 \$   | 150 \$   |
| Options d'achats d'actions (valeur selon états financiers: 1985 — 36 015 \$)                                                                                        | 11       | 11       |
| Actions, parts sociales                                                                                                                                             | 2        | 2        |
| Effets à recevoir                                                                                                                                                   | 388      | 477      |
| Billet — Visa International, 11 %, échéant en 1993                                                                                                                  | 302      | 431      |
| Billet — Centre Desjardins de traitement de cartes inc., sans intérêts ni modalités de remboursement                                                                | 3 800    | 3 800    |
| Billets à demande — Sécur inc., intérêts au taux de base Desjardins                                                                                                 | 8 500    | —        |
| Actions et parts sociales détenues dans les organismes du Mouvement Desjardins (valeur selon les états financiers des organismes au 31 décembre 1985: 1 361 740 \$) | 1 223    | 1 223    |
| Prêt à la Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins, sans intérêts, échéant en 1986                                                           | —        | 6 400    |
|                                                                                                                                                                     | 14 375   | 12 494   |
| Portion réalisable à court terme                                                                                                                                    | 8 500    | 6 400    |
|                                                                                                                                                                     | 5 875 \$ | 6 094 \$ |



## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

(au 31 décembre 1986)

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec peut exercer un contrôle au niveau du vote sur Corporation Desjardins de traitement informatique et Centre Desjardins de traitement de cartes inc. Par contre, la participation de la Confédération aux bénéfices de ces compagnies est nulle en ce qui concerne Corporation Desjardins de traitement informatique et de 0,25 % dans le cas de Centre Desjardins de traitement de cartes inc.

Même si la Confédération peut exercer un contrôle sur ces compagnies au niveau du vote, les états financiers de ces filiales ne sont pas consolidés avec ceux de la Confédération étant donné la faible participation de cette dernière dans l'accroissement de la valeur de ces compagnies.

L'Institut Coopératif Desjardins étant une coopérative regroupant 16 membres, les états financiers de cet organisme ne sont pas consolidés même si le placement de la Confédération représente 99,96 % du capital social émis au 31 décembre 1986, la Confédération ne détenant pas le contrôle effectif et n'ayant aucune participation dans l'accroissement de l'avoir net de l'institut.

### 6 – Immobilisations: (en milliers de dollars)

|                                   | 1986      |                           |                 | 1985            |
|-----------------------------------|-----------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                   | Coût      | Amortissement<br>accumulé | Valeur<br>nette | Valeur<br>nette |
| Terrains                          | 566 \$    | — \$                      | 566 \$          | 566 \$          |
| Aménagements<br>paysagers         | 595       | 170                       | 425             | 442             |
| Bâtisse — 100, des<br>Commandeurs | 8 707     | 1 589                     | 7 118           | 7 351           |
| Bâtisses — autres                 | 948       | 497                       | 451             | 479             |
| Mobilier et<br>équipement         | 10 179    | 4 763                     | 5 416           | 3 859           |
| Automobile                        | —         | —                         | —               | 3               |
| Oeuvres d'art                     | 81        | —                         | 81              | 73              |
| Améliorations<br>locatives        | 1 503     | 610                       | 893             | 409             |
|                                   | 22 579 \$ | 7 629 \$                  | 14 950 \$       | 13 182 \$       |



## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

(au 31 décembre 1986)

| <b>7 – Frais reportés:</b><br>(en milliers de dollars)                                                 | <b>1986</b>       | <b>1985</b>      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|
| Frais de développement du réseau d'autorisation Visa (VCAN)                                            | 575               | 934 \$           |
| Systèmes téléphoniques                                                                                 | 509               | 204              |
| Frais de développement des guichets automatiques                                                       | 8 369             | 4 953            |
| Frais de révision du système intégré des caisses                                                       | —                 | 2 500            |
| Frais de révision du système informatisé de paie                                                       | 2 147             | 1 500            |
| Autres frais reportés                                                                                  | 1 300             | 1 374            |
|                                                                                                        | <b>12 900 \$</b>  | <b>11 465 \$</b> |
| <b>8 – Dépôts à terme:</b><br>(en milliers de dollars)                                                 | <b>1986</b>       | <b>1985</b>      |
| Fédérations                                                                                            |                   |                  |
| Dépôts à terme, intérêts aux taux variant de 8,80 % à 11,10 %, échéances variées jusqu'à décembre 1987 | 131 200           | —                |
| Caisse centrale Desjardins du Québec                                                                   |                   |                  |
| Dépôts à terme, intérêts aux taux variant de 9,10 % à 11,20 %, échéant le 10 janvier 1986              | —                 | 65 000           |
|                                                                                                        | <b>131 200 \$</b> | <b>65 000 \$</b> |
| <b>9 – Créditeurs et frais courus:</b><br>(en milliers de dollars)                                     | <b>1986</b>       | <b>1985</b>      |
| Réguliers                                                                                              | 8 534 \$          | 6 455 \$         |
| Commissions sur ventes d'obligations d'épargne                                                         | 570               | 1 055            |
| Remises gouvernementales à payer pour les clients du système informatisé de paie                       | 5 591             | 4 277            |
| Vacances courues à payer                                                                               | 2 464             | 2 240            |
| Dû à la Corporation Desjardins de traitement informatique                                              | 3 937             | 2 584            |
| Dû aux Fédérations des Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec                           | 6 121             | —                |
|                                                                                                        | <b>27 217 \$</b>  | <b>16 611 \$</b> |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec



## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

(au 31 décembre 1986)

### 10 – Dette à long terme: (en milliers de dollars)

|                                                                                                                                                                                                                                   | 1986       | 1985       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Emprunt, garanti par une hypothèque de premier rang sur les terrains et les bâtisses 100 et 150, des Commandeurs, remboursable par versements mensuels de 69 907 \$, incluant capital et intérêts au taux de 12%, échéant en 2005 | 6 285 \$   | 6 381 \$   |
| Emprunt de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, sans intérêts, remboursable en 1986                                                                                                                                          | —          | 6 400      |
| <i>Dépôts des fédérations:</i>                                                                                                                                                                                                    |            |            |
| Dépôts pour le financement de l'Institut coopératif Desjardins, 12 %, remboursables en 1986                                                                                                                                       | —          | 1 101      |
| Dépôts pour l'acquisition des comptes à recevoir des détenteurs de cartes Visa (BNC), sans modalités de remboursement, intérêts au taux de 6,5 % versés jusqu'au 30 septembre 1986 et sans intérêts par la suite                  | 120 000    | 120 000    |
| Dépôts à demande pour le financement de Sécur inc., intérêts au taux de base Desjardins                                                                                                                                           | 8 500      | —          |
| Dépôts pour l'acquisition des opérations de Visa (BNC), sans intérêts ni modalités de remboursement                                                                                                                               | 9 800      | 9 800      |
|                                                                                                                                                                                                                                   | 144 585    | 143 682    |
| Portion échéant à court terme                                                                                                                                                                                                     | 8 609      | 7 598      |
|                                                                                                                                                                                                                                   | 135 976 \$ | 136 084 \$ |

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants:

(en milliers de dollars)

|        |          |
|--------|----------|
| 1987 — | 8 609 \$ |
| 1988 — | 122 \$   |
| 1989 — | 137 \$   |
| 1990 — | 154 \$   |
| 1991 — | 173 \$   |

### 11 – Impôts sur le revenu:

Par suite d'écarts temporaires (dus aux immobilisations, aux frais reportés et à la provision pour créances douteuses) entre le revenu comptable et le revenu imposable de 763 000 \$, le solde créditeur des impôts sur le revenu reportés totalise 137 000 \$ au 31 décembre 1986 (40 000 \$ au 31 décembre 1985).

Par contre, au 31 décembre 1986, le solde des crédits d'impôts à l'investissement s'établit à 3 000 000 \$. Comme ces crédits d'impôts ne sont pas remboursables mais applicables uniquement à l'encontre d'impôts exigibles, l'avantage fiscal éventuel n'a pas été comptabilisé.





## NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

(au 31 décembre 1986)

| <b>12 – Capital social:</b><br>(en milliers de dollars) | Prescrit par la loi:                                    | 1986     | 1985     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------|----------|
|                                                         | Nombre illimité de parts sociales, d'une valeur de 5 \$ |          |          |
|                                                         | Émis:                                                   |          |          |
|                                                         | 696 807 parts sociales                                  | 3 484 \$ | 3 484 \$ |

### **13 – Engagements contractuels:** (en milliers de dollars)

- a) La Confédération s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation s'échelonnant jusqu'en 2006. Le total des paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices ainsi que sur la durée résiduelle des contrats se détaille comme suit:

|             | Locaux sis<br>à Place<br>Desjardins inc. | Autres   | Total     |
|-------------|------------------------------------------|----------|-----------|
| 1987        | 4 224 \$                                 | 2 373 \$ | 6 597 \$  |
| 1988        | 4 381 \$                                 | 1 155 \$ | 5 536 \$  |
| 1989        | 4 627 \$                                 | 90 \$    | 4 717 \$  |
| 1990        | 4 714 \$                                 | 10 \$    | 4 724 \$  |
| 1991        | 4 890 \$                                 | 3 \$     | 4 893 \$  |
| 1992 à 2006 | 65 846 \$                                | — \$     | 65 846 \$ |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec

- b) En vertu d'un contrat de service intervenu avec la Corporation Desjardins de traitement informatique, la Confédération impute à cette dernière sa quote-part du coût des services auxiliaires, ceci incluant le coût des locaux.
- c) La Confédération s'est portée conjointement et solidairement responsable des obligations résultant de la participation de l'ensemble des employeurs du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins au régime de rentes du M.C.P.E.D.
- d) La Confédération s'est portée caution conjointe et solidaire jusqu'à concurrence de 700 000 \$ pour les emprunts contractés par l'Institut Coopératif Desjardins envers la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec. Le solde de l'engagement est de 630 000 \$ au 31 décembre 1986.

| <b>14 – Variation nette des autres postes:</b><br>(en milliers de dollars) |                                                    | 1986       | 1985       |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|------------|
| La variation nette des autres postes se détaille comme suit:               | Débiteurs — détenteurs de cartes Visa (Desjardins) | (30 794)\$ | (37 443)\$ |
|                                                                            | Débiteurs — réguliers                              | (13 506)   | 179        |
|                                                                            | Intérêts courus sur placements                     | ( 59)      | 15         |
|                                                                            | Stocks                                             | ( 377)     | 79         |
|                                                                            | Frais reportés au prochain exercice                | 168        | ( 505)     |
|                                                                            | Créditeurs et frais courus                         | 10 606     | 2 302      |
|                                                                            | Revenus reportés                                   | 189        | 84         |
|                                                                            |                                                    | (33 773)\$ | (35 289)\$ |

### **15 – Transactions entre apparentés:**

La Confédération étant une structure coopérative au service de tous les membres du mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins, il est peu pratique de donner une liste exhaustive des transactions effectuées avec ces derniers.

### **16 – Chiffres comparatifs:**

Certains chiffres de l'exercice 1985 ont été reclassifiés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 1986.



## ANNEXE A — AUTRES RENSEIGNEMENTS

(Pour l'exercice clos le 31 décembre 1986)

### A — Renseignements sur les filiales non consolidées:

Même si la confédération peut exercer un contrôle au niveau du vote, elle ne détient plus d'intérêt dans Corporation Desjardins de traitement informatique et 0,25 % dans Centre Desjardins de traitement de cartes inc. Les états financiers desdites compagnies démontrent la situation suivante au 31 décembre 1986:

#### Centre Desjardins de traitement de cartes inc.

##### Bilan

(en milliers de dollars)

|                                | 1986            | 1985            |
|--------------------------------|-----------------|-----------------|
| <b>Actif</b>                   |                 |                 |
| Éléments à court terme         | 1 318 \$        | 816 \$          |
| Immobilisations                | 2 083           | 2 266           |
| Autres éléments                | 6 312           | 4 481           |
|                                | <b>9 713 \$</b> | <b>7 563 \$</b> |
| <b>Passif</b>                  |                 |                 |
| Dette à court terme            | 6 095 \$        | 4 429 \$        |
| Dette à long terme             | 3 800           | 3 800           |
| Impôts sur le revenu reportés  | 85              | 57              |
| Avoir négatif des actionnaires | ( 267)          | ( 723)          |
|                                | <b>9 713 \$</b> | <b>7 563 \$</b> |

##### Résultats

|                         | 1986          | 1985          |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Revenus d'exploitation  | 27 810 \$     | 21 039 \$     |
| Dépenses d'exploitation | 27 326        | 20 484        |
|                         | <b>484</b>    | <b>555</b>    |
| Impôts sur le revenu    | 28            | 26            |
|                         | <b>456 \$</b> | <b>529 \$</b> |

#### Corporation Desjardins de traitement informatique

##### Bilan

(en milliers de dollars)

|                               | 1986             | 1985             |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Actif</b>                  |                  |                  |
| Éléments à court terme        | 10 706 \$        | 8 236 \$         |
| Immobilisations               | 61 142           | 26 398           |
| Autres éléments               | 357              | 545              |
|                               | <b>72 205 \$</b> | <b>35 179 \$</b> |
| <b>Passif</b>                 |                  |                  |
| Dette à court terme           | 25 348 \$        | 17 512 \$        |
| Dette à long terme            | 45 781           | 16 827           |
| Impôts sur le revenu reportés | 243              | 182              |
| Avoir des actionnaires        | 833              | 658              |
|                               | <b>72 205 \$</b> | <b>35 179 \$</b> |

##### Résultats

|                                  | 1986          | 1985          |
|----------------------------------|---------------|---------------|
| Revenus d'exploitation           | 87 791 \$     | 68 459 \$     |
| Dépenses d'exploitation          | 87 627        | 68 258        |
|                                  | <b>164</b>    | <b>201</b>    |
| Impôts sur le revenu (recouvrés) | ( 11)         | 66            |
|                                  | <b>175 \$</b> | <b>135 \$</b> |



# ANNEXE B — AUTRES RENSEIGNEMENTS

(Pour l'exercice clos le 31 décembre 1986)

## B — Information sectorielle:

(en milliers de dollars)

|                                                                        | Résultats excluant<br>l'opération Visa<br>(Desjardins) |              | Opération<br>Visa<br>(Desjardins) |               |
|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------|---------------|
| Résultats                                                              | 1986                                                   | 1985         | 1986                              | 1985          |
| <b>Revenus</b>                                                         |                                                        |              |                                   |               |
| Cotisations                                                            | 30 449 \$                                              | 35 201 \$    | — \$                              | — \$          |
| Revenus d'exploitation                                                 | 86 197                                                 | 70 976       | 49 606                            | 40 837        |
| Revenus d'appoint                                                      | 14 784                                                 | 5 651        | —                                 | —             |
| Revenus de placements                                                  | 1 511                                                  | 803          | —                                 | —             |
| Autres revenus                                                         | 589                                                    | 2 929        | —                                 | —             |
|                                                                        | 133 530                                                | 115 560      | 49 606                            | 40 837        |
| <b>Dépenses</b>                                                        |                                                        |              |                                   |               |
| Approvisionnement — coût des marchandises<br>vendues                   | 6 848                                                  | 9 315        | —                                 | —             |
| Salaires et avantages sociaux                                          | 40 271                                                 | 37 160       | —                                 | —             |
| Contrat de service                                                     | 48 460                                                 | 38 451       | 27 553                            | 20 871        |
| Frais de déplacements                                                  | 2 192                                                  | 2 079        | —                                 | —             |
| Frais de représentation, de repas et de séjour                         | 2 524                                                  | 1 987        | —                                 | —             |
| Fournitures de bureau                                                  | 471                                                    | 344          | —                                 | —             |
| Fournitures spécifiques                                                | 1 830                                                  | 1 442        | —                                 | —             |
| Location et achat de logiciels                                         | 104                                                    | 665          | —                                 | —             |
| Frais de communications                                                | 1 204                                                  | 1 104        | —                                 | —             |
| Commissions                                                            | 1 146                                                  | 1 947        | —                                 | —             |
| Traitement des données                                                 | 4 622                                                  | 3 499        | —                                 | —             |
| Location d'équipement                                                  | 509                                                    | 402          | —                                 | —             |
| Loyers spécifiques                                                     | 1 757                                                  | 1 325        | —                                 | —             |
| Chauffage et électricité                                               | 382                                                    | 372          | —                                 | —             |
| Taxes                                                                  | 217                                                    | 210          | —                                 | —             |
| Entretien et réparations                                               | 628                                                    | 502          | —                                 | —             |
| Services techniques et professionnels                                  | 14 991                                                 | 7 319        | —                                 | —             |
| Assurances générales                                                   | 166                                                    | 159          | 133                               | 117           |
| Frais d'expédition                                                     | 496                                                    | 820          | —                                 | —             |
| Publicité et promotion                                                 | 1 453                                                  | 1 026        | —                                 | —             |
| Associations et contributions                                          | 587                                                    | 271          | —                                 | —             |
| Créances douteuses et irrécouvrables                                   | —                                                      | 2            | 3 715                             | 3 069         |
| Souscriptions et subventions                                           | 1 119                                                  | 1 105        | —                                 | —             |
| Autres dépenses                                                        | 141                                                    | 193          | 531                               | 271           |
| Frais financiers                                                       | 2 053                                                  | 1 509        | 16 237                            | 14 681        |
| Amortissement des immobilisations                                      | 1 195                                                  | 1 070        | 460                               | 97            |
| Amortissement des frais reportés                                       | 3 549                                                  | 6 982        | 690                               | 557           |
| Amortissement de l'achalandage                                         | —                                                      | —            | 287                               | 287           |
|                                                                        | 138 915                                                | 121 260      | 49 606                            | 39 950        |
| Récupération de coûts provenant des frais<br>reportés                  | 5 613                                                  | 5 721        | —                                 | —             |
|                                                                        | 133 302                                                | 115 539      | 49 606                            | 39 950        |
| <b>Excédent avant ristournes et intérêts<br/>sur le capital social</b> | <b>228 \$</b>                                          | <b>21 \$</b> | <b>— \$</b>                       | <b>887 \$</b> |

La Confédération  
des caisses populaires  
et d'économie Desjardins  
du Québec



## ANNEXE B — AUTRES RENSEIGNEMENTS

(Pour l'exercice clos le 31 décembre 1986)

| <b>B – Information sectorielle: (suite)</b><br>(en milliers de dollars) | Résultats excluant<br>l'opération Visa<br>(Desjardins) |           | Opération<br>Visa<br>(Desjardins) |            |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------|------------|
|                                                                         | 1986                                                   | 1985      | 1986                              | 1985       |
| <b>Bilan</b>                                                            |                                                        |           |                                   |            |
| <b>Actif</b>                                                            |                                                        |           |                                   |            |
| Éléments à court terme                                                  |                                                        |           |                                   |            |
| Encaisse                                                                | — \$                                                   | — \$      | 2 192 \$                          | — \$       |
| Débiteurs                                                               |                                                        |           |                                   |            |
| Détenteurs de cartes Visa (Desjardins) — net                            | —                                                      | —         | 241 629                           | 210 835    |
| Réguliers                                                               | 18 463                                                 | 8 882     | 11 759                            | 7 834      |
| Intérêts courus sur placements                                          | 76                                                     | 2         | —                                 | 15         |
| Stocks                                                                  | 1 374                                                  | 997       | —                                 | —          |
| Frais reportés au prochain exercice                                     | 524                                                    | 689       | —                                 | 3          |
| Placements réalisables à court terme                                    | 8 500                                                  | 6 400     | —                                 | —          |
|                                                                         | 28 937                                                 | 16 970    | 255 580                           | 218 687    |
| Placements                                                              | 1 773                                                  | 1 863     | 4 102                             | 4 231      |
| Immobilisations                                                         | 13 118                                                 | 12 445    | 1 832                             | 737        |
| Frais reportés                                                          | 11 562                                                 | 9 553     | 1 338                             | 1 912      |
| Achalandage                                                             | —                                                      | —         | 4 457                             | 4 744      |
|                                                                         | 55 390 \$                                              | 40 831 \$ | 267 309 \$                        | 230 311 \$ |
| <b>Passif</b>                                                           |                                                        |           |                                   |            |
| Dette à court terme                                                     |                                                        |           |                                   |            |
| Emprunts sur marge de crédit                                            | 7 454 \$                                               | 3 405 \$  | — \$                              | 30 618 \$  |
| Dépôts à terme                                                          | —                                                      | —         | 131 200                           | 65 000     |
| Créditeurs et frais courus                                              | 23 708                                                 | 14 384    | 3 509                             | 2 227      |
| Revenus reportés                                                        | 254                                                    | 199       | 2 800                             | 2 666      |
| Dette à long terme échéant au cours<br>du prochain exercice             | 8 609                                                  | 7 598     | —                                 | —          |
|                                                                         | 40 025                                                 | 25 586    | 137 509                           | 100 511    |
| Dette à long terme                                                      | 6 176                                                  | 6 284     | 129 800                           | 129 800    |
| Capital social                                                          | 3 484                                                  | 3 484     | —                                 | —          |
| Réserve générale                                                        | 5 477                                                  | 5 456     | —                                 | ( 887)     |
| Trop-perçu non distribué de l'exercice                                  | 228                                                    | 21        | —                                 | 887        |
|                                                                         | 55 390 \$                                              | 40 831 \$ | 267 309 \$                        | 230 311 \$ |



LE MOUVEMENT  
DES CAISSES POPULAIRES ET  
D'ÉCONOMIE DESJARDINS

**Les membres de La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, les institutions et les corporations rattachées à la Confédération et les organismes internationaux dont elle est membre**

**\* Les fédérations**

Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec  
Fédération des caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles  
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie  
Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent  
Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac Saint-Jean  
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu-Yamaska  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Lanaudière  
Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

**Les institutions**

Le Groupe Desjardins, Assurances générales  
Assurance-vie Desjardins  
La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie  
Fiducie du Québec

**Les autres institutions et corporations rattachées au Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins**

L'Institut Coopératif Desjardins  
La Fondation Desjardins  
Société d'investissement Desjardins  
Crédit Industriel Desjardins Inc.  
Société de développement international Desjardins (1985) Inc.  
La Caisse centrale Desjardins du Québec  
Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins  
La Société d'habitation Desjardins  
Secur Inc.  
Centre Desjardins de traitement de cartes Inc.  
Corporation Desjardins de traitement informatique  
La Société historique Alphonse Desjardins

**Les organismes coopératifs internationaux dont la Confédération est membre**

Comité de Liaison International de la Coopération d'Épargne et de Crédit  
La Confédération Internationale du Crédit Populaire  
La Confédération Internationale du Crédit Agricole  
Union Internationale Raiffeisen  
World Council of Credit Unions, Inc.

*\* Les fédérations sont listées par ordre chronologique de fondation.*





L E C O N S E I L  
D ' A D M I N I S T R A T I O N



**\* Raymond Blais<sup>(1)</sup>**  
*Président*  
La Confédération des  
caisses populaires et  
d'économie Desjardins  
du Québec



**\* Guy Bernier**  
*Président du conseil*  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Montréal et de l'Ouest-  
du-Québec



**\* Jacques Bertrand**  
*Premier vice-président  
du conseil*  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Québec



**\* Henri-Paul Trudel**  
*Deuxième vice-  
président du conseil*  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins du  
Centre du Québec



**Jean-Eudes Bergeron**  
*Secrétaire du conseil*  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins du  
Saguenay-Lac St-Jean



**René Authier**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Richelieu-Yamaska



**J.-Roland Bellemare**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins du  
Centre du Québec



**Gérard Chabot**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Montréal et de l'Ouest-  
du-Québec



**\* Paul-R.  
Charbonneau**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Lanaudière



**\* Raymond Comtois**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins  
de l'Estrie



**Claude Deslandes**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Richelieu-Yamaska



**Raymond Gagné**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
la Péninsule et des Îles





**François Gilbert**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins du  
Saguenay-Lac St-Jean



**John Harbour**  
Le Groupe Desjardins,  
Assurance générales



**Claude Harrison**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins du  
Bas St-Laurent



**\* A.-Hervé Hébert**  
Fiducie du Québec



**Wesley Hogg**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins du  
Bas St-Laurent



**Gilles Lafleur**  
Fédération des caisses  
d'économie Desjardins  
du Québec



**Georges-O. Langlois**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Québec



**Henri Leblond**  
La Sauvegarde  
Compagnie d'assurance  
sur la vie



**Gilles Lemelin**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Montréal et de l'Ouest-  
du-Québec



**Marc Lemieux**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Québec



**Paul-Yvon LeSage**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Montréal et de l'Ouest-  
du-Québec



**Denis Martel**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
l'Abitibi



**Oscar Mercure**  
Assurance-vie Desjardins



**Albert Ouellet**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
la Péninsule et des Îles



**Armand Piette**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Lanaudière



**François Richard**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Montréal et de l'Ouest-  
du-Québec



**Léonard Robitaille**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
l'Abitibi



**Robert Routhier**  
Fédération des caisses  
d'économie Desjardins  
du Québec



**G.-Roger Roy**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
l'Estrie



**Welley Vézina**  
Fédération des caisses  
populaires Desjardins de  
Québec

\* Membres du comité  
exécutif

(1) Monsieur Raymond  
Blais a remis sa  
démission le 16  
décembre 1986.

Messieurs Claude  
Béland, Denis Frenière,  
Marcel Marcotte, Jean-  
Marie Ouellet et Denis  
Vézina ont siégé sur le  
conseil d'administration  
au cours de l'année.



## LES COMMISSIONS

### **Finance**

MM. John Harbour, *président*  
Claude Harrison  
Albert Ouellet  
Robert Routhier

### **Marketing et systèmes**

MM. Oscar Mercure, *président*  
Claude Deslandes  
Raymond Gagné  
Paul-Yvon LeSage

### **Planification et développement coopératif**

MM. Gérard Chabot, *président*  
J.-Roland Bellemare  
Jean-Eudes Bergeron  
Marc Lemieux

### **Régie de l'inspection**

MM. Georges-O. Langlois, *président*  
René Authier  
Armand Piette  
François Richard  
G.-Roger Roy

### **Ressources humaines**

MM. François Gilbert, *président*  
Wesley Hogg  
Gilles Lemelin  
Léonard Robitaille

### **Vérification**

MM. Henri Leblond, *président*  
Gilles Lafleur  
Denis Martel  
Welley Vézina

## LA DIRECTION GÉNÉRALE ET LES CADRES SUPÉRIEURS

\* Raymond Blais, *président*<sup>(1)</sup>.

\* Claude Béland, *adjoint exécutif au président  
et directeur général*<sup>(2)</sup>

René Croteau, *conseiller spécial au président*

\* Yvon Daneau, *premier vice-président  
planification et développement coopératif*

\* Claude Faucher, *secrétaire général*

Léon-G. Cantin, *secrétaire général adjoint*

\* Denis Frenière, *premier vice-président  
inspection et administration*

\* Georges Lafond, *premier vice-président  
finance*

\* Serge Limoges, *premier vice-président  
marketing et systèmes*

Rita Bédard

*Vice-présidente — secteur des affaires juridiques*

Gilles Douville

*vice-président — secteur des ressources  
matérielles*

■ Jean Ducharme  
*directeur de l'Institut Coopératif Desjardins*

■ Jacques McGee  
*directeur des services comptables et du  
contrôle*

\* Membres du comité de direction.

(1) Monsieur Raymond Blais a remis sa démission le  
16 décembre 1986.

(2) Monsieur Claude Béland assume la fonction de  
président depuis le 20 janvier 1987.



Gilles Jobin  
*vice-président — secteur des ressources  
humaines*

- Monique Dagneau  
*directrice du personnel*
- *Direction des relations professionnelles*  
Gilles Jobin, directeur par intérim
- *Direction du développement des ressources  
humaines*  
Gilles Jobin, directeur par intérim

Raymond Lafontaine, *vice-président par intérim  
secteur du développement des systèmes*

- Aomar Belghouar  
*directeur du développement des systèmes du  
Mouvement Desjardins*
- Jean-Charles Petitclerc  
*directeur du développement des systèmes des  
caisses*

Jacques Lefebvre, *vice-président — secteur de la  
recherche et du marketing*

- Michel Dubé  
*directeur du développement des services*
- Rolande Laveau  
*directrice des communications et marketing*
- Rémy Lessard  
*directeur de la recherche*

Marcel Marquis  
*Vice-président — secteur de l'inspection et de la  
vérification*

- Claude Dumont  
*directeur de l'opération*
- Michel Pratte  
*directeur des normes professionnelles et de la  
fiscalité*
- Jean-Guy Beauchamp  
*Chef de région — Montréal*
- Pierre Bouchard  
*Chef de région — L'Ouest-du-Québec*
- Claude Dorion  
*Chef de région — Québec*
- Michel Gélinas  
*Chef de région — Trois-Rivières*



## B I L A N S O C I A L

Dans le cheminement du Mouvement Desjardins, l'année 1986 sera sans doute retenue comme une étape-clé. Elle a, en effet, été marquée par un événement majeur: le XIV<sup>e</sup> Congrès consacré à une réflexion d'ensemble sur les valeurs coopératives et sur leur appropriation par la collectivité pour la prise en charge de son développement. Une nouvelle impulsion y aura été donnée à ce qui fait l'originalité et la spécificité du « projet Desjardins »: sa visée de promotion sociale et communautaire par la solidarité économique.

Le Congrès de 1986 annonce un renouvellement d'intérêt vis-à-vis l'engagement social et communautaire du Mouvement et surtout un approfondissement selon des orientations plus clairement définies et plus explicitement partagées par les membres. Mais il ne s'agit pas là d'un commencement, loin de là; le premier bilan social établi par la Confédération pour l'année 1985

montrait déjà l'ampleur de cet engagement; en 1986, une nouvelle confirmation se dégage des réponses apportées à un questionnaire sur l'engagement social et communautaire par 1047 caisses (regroupant 3,9 millions de membres et des actifs de 18,3 milliards \$), par leurs fédérations, ainsi que par les institutions membres et les corporations spécialisées.

### ■ Les jeunes: groupe-cible prioritaire

Retenue d'emblée par toutes les unités du Mouvement Desjardins à l'occasion de l'Année internationale de la Jeunesse, en 1985, comme un champ prioritaire d'intervention et un véritable projet collectif, l'action en faveur des jeunes s'est poursuivie en 1986 avec la même détermination et une efficacité accrue, compte tenu de certaines retombées d'expériences déjà entreprises dont on a pu tirer parti.

■  
« L'action en faveur des jeunes s'est poursuivie en 1986... »



### ***La création d'emplois dans le Mouvement***

De toute évidence, partout dans le Mouvement, on a fait de la création d'emplois directs pour les jeunes de 18 à 30 ans une préoccupation majeure. En 1986 les résultats sont encore plus marquants que l'année précédente. Quelque 978 jeunes ont été embauchés à titre permanent — dont 500 dans les caisses — et 1958 autres dans des postes temporaires, des postes de stagiaires, de contractuels ou d'occasionnels. Au total, 2936 jeunes ont ainsi pu bénéficier de la volonté de toutes les instances du Mouvement d'apporter leur contribution à la solution de l'un des problèmes les plus aigus dans la conjoncture présente. Cette volonté paraît désormais bien inscrite dans nos politiques et plans d'emploi.

### ***Le soutien aux jeunes entrepreneurs***

Deuxième volet du dossier « jeunesse », la promotion de l'« entrepreneurship » chez les moins de trente ans s'est d'abord traduite, au niveau des caisses, par un effort particulier de financement avantageux à leur intention. Les quelques 1 500 000 \$ ainsi mis à la disposition de jeunes entrepreneurs ont permis la création d'environ 450 emplois permanents et de 400 emplois temporaires. Par ailleurs, les caisses ont consacré 400 000 \$ à d'autres formes d'appui à la constitution ou au maintien d'entreprises de jeunes (140 emplois permanents et 250 emplois temporaires créés ou maintenus).

Au niveau des institutions et des corporations, la « Bourse Desjardins jeunes entrepreneurs » (une bourse de 5000 \$ et deux mentions de 500 \$) décernée par la Fondation Desjardins et établie en collaboration avec la Société d'investissement Desjardins et le Crédit industriel Desjardins constitue un autre volet de l'encouragement à l'entrepreneurship chez les jeunes.

D'autres fédérations, avec le concours de leurs caisses affiliées, se sont jointes, en 1986, au mouvement de création de fonds spéciaux affectés à l'aide financière et technique aux jeunes entrepreneurs. Les trois nouveaux fonds établis (Fédérations du Bas Saint-Laurent, de Lanaudière, de Montréal et de l'Ouest-du-Québec) rassemblent 950 000 \$ et ont déjà permis la création de 170 emplois permanents. La fédération du Saguenay-Lac Saint-Jean et la Société d'investissement Desjardins pour leur part contribueront conjointement 1 million \$ au fonds d'investissement régional créé à la fin de 1986 et auquel les jeunes entrepreneurs auront un accès préférentiel.

■  
*La création d'emplois, une priorité du Mouvement Desjardins.*

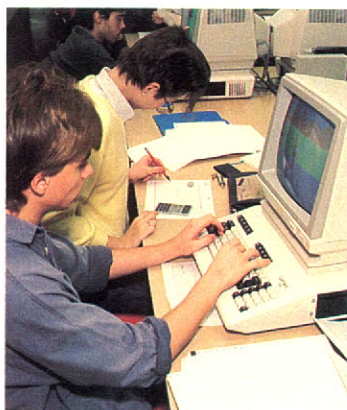


■  
*« La promotion de l'entrepreneurship chez les moins de trente ans s'est d'abord traduite par un effort particulier de financement avantageux... »*





■  
*«Le Mouvement est maintenant présent dans quelque 1100 écoles...»*



Les données qui précèdent, si elles sont par elles-mêmes éloquentes, ne rendent pas compte de toutes les formes d'appui que trouvent auprès du Mouvement les initiatives à caractère économique des jeunes: dons à des groupes de jeunes entrepreneurs, soutien technique aux coopératives de jeunes travailleurs, prix régionaux, bourses d'études, etc.; on estime notamment à plus de 2000 le nombre de jours/personnes consacrés à ce dossier spécifique par les caisses et les fédérations. On s'intéresse aussi aux problèmes sociaux des jeunes, comme c'est le cas, par exemple, à la Caisse populaire Saint-Henri de Montréal, où l'on appuie financièrement des corporations vouées à la réhabilitation de jeunes toxicomanes.

### **Les jeunes chez les dirigeants**

Une attention plus marquée aux problèmes et aux besoins des jeunes — en même temps qu'aux perspectives nouvelles qu'ils véhiculent — conduit de plus en plus fréquemment à confier à certains d'entre eux des fonctions de dirigeants. En 1986, parmi les nouveaux dirigeants élus dans les caisses, un sur sept a été recruté chez les moins de trente ans. Ainsi, dans 169 caisses, on a intégré 141 jeunes au conseil d'administration, 63 au conseil de surveillance et 48 à la commission de crédit, pour un total de 252.

### **Le Mouvement en milieu scolaire**

Poursuivant une relance bien amorcée en 1985, le Mouvement est maintenant présent, par la caisse scolaire, dans quelque 1100 écoles, les dépôts des jeunes participants dépassant les 12 millions \$. C'est avec enthousiasme que les caisses se sont engagées à promouvoir cette forme d'initiation pédagogique aux valeurs coopératives: les deux tiers d'entre elles y consacrent temps et énergie (près de 13 000 jours/personnes en 1986). Toutes les fédérations appuient activement le travail des caisses en ce domaine. Le concours généreux et éclairé des directeurs d'écoles et des enseignants est, il faut le souligner, un facteur déterminant du succès de l'entreprise.

Selon des traditions maintenant bien implantées, la présence de Desjardins en milieu scolaire continue également de se manifester par la distribution de matériel didactique — plus de 1150 écoles en ont bénéficié en 1986 — et par l'organisation du Concours international des Jeunes. Grâce encore à la fidèle collaboration des directeurs d'écoles et des enseignants et à l'apport de la Fondation Desjardins, plus de 420 000 élèves ont pris part à cette stimulante activité en 1986.



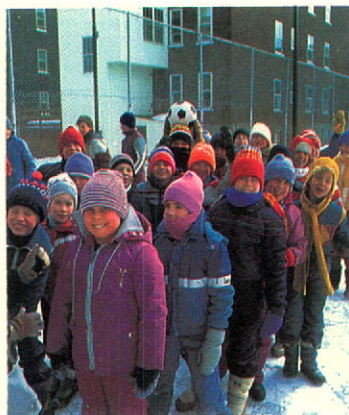
En outre, aux niveaux collégial et universitaire, notre présence a continué de s'affirmer grâce, notamment, aux bourses de la Fondation Desjardins qui a distribué 165 000 \$ à plus de 120 étudiants au cours de 1986.

### ■ Un réseau attentif aux besoins de la collectivité

Devenu aujourd'hui, on le reconnaît parfois encore avec étonnement, un puissant levier du développement économique du Québec, le Mouvement Desjardins trouve sa véritable force dans la solidarité des groupes et des personnes sur lesquels il s'appuie et qui, en définitive, le constituent dans sa spécificité propre. On s'interroge légitimement, comme on l'a fait non sans courage lors du congrès de 1986, sur les types d'engagement collectif à promouvoir dans le cadre de la mission du Mouvement. Toutefois on peut partir d'un acquis certain: cette solidarité se manifeste de multiples façons à tous les paliers, souvent dans des actions modestes. À ce chapitre, un bilan global ne peut refléter qu'une mince tranche de la réalité.

Si le Mouvement a accordé au dossier «jeunesse» une attention privilégiée en 1986, il a en même temps poursuivi son action auprès de nombreux autres groupes, parmi lesquels les personnes âgées occupent la place de

choix qu'elles ont méritée. En plus d'appuyer par des contributions directes les activités organisées à l'intention des personnes âgées (soirées, voyages, visites, etc.), le Mouvement offre volontiers à ces dernières des services techniques: information financière, dépôts-retraits offerts à intervalles réguliers dans différents centres d'accueil et sessions de gestion de placements, etc.. De plus, les caisses ont contribué, en 1986, à 277 rencontres de préparation à la retraite auxquelles ont participé près de 8000 personnes. Par ailleurs, plus d'une quarantaine de nouveaux projets de résidences ou de foyers d'accueil ont pu bénéficier de conditions particulières de financement ainsi que du soutien des ressources humaines des caisses. À titre



■ «La présence de Desjardins dans le milieu scolaire continue également de se manifester par le Concours international des jeunes...»



■ «Plus d'une quarantaine de nouveaux projets de résidences ou de foyers d'accueil...»



d'exemple, signalons l'initiative de la Caisse d'économie Northern qui, en association avec l'entreprise Northern Telecom et avec le concours de la Fédération des caisses d'économie, d'Habitation populaire de Montréal et de l'Ouest-du-Québec et de la Société d'investissement Desjardins, a suscité la création d'une co-opérative d'habitation destinée aux retraités et pré-retraités de l'entreprise leur permettant ainsi de demeurer dans leur milieu, une fois restaurée à leur intention une usine désaffectée.

■  
« Parmi lesquels les personnes âgées occupent la place de choix qu'elles ont méritée. »



À l'égard d'autres groupes et secteurs de la population, la préoccupation dominante demeure partout l'appui au développement économique local et régional et à la création d'emplois. Les formes d'action collent aux réalités de chaque milieu. Citons à cet effet, l'exemple de la Caisse populaire Saint-François d'Assise et de quatre autres caisses de la ville de Trois-Rivières qui ont soutenu, dans toutes ses dimensions, le projet de reclassement de 888 travailleurs mis à pied lors de la fermeture partielle de l'usine Wabasso. Il résultait, au 30 novembre 1986, des diverses actions entreprises dans ce dossier que seulement 234 des extravailleurs de la Wabasso étaient encore en chômage.

Dans le même ordre d'idées, pas moins de 72 caisses ont créé des « fonds de développement ou de solidarité économiques ». Ainsi, l'un d'entre eux, « Défi Desjardins de l'Or blanc », dans la région d'Asbestos, a pour objectif de contribuer à résoudre le problème aigu du chômage qui sévit dans la région par des prêts à haut degré de risque.

■  
« En plus d'appuyer par des contributions directes les activités organisées à l'intention des personnes âgées... »



Ailleurs, on a choisi de promouvoir le développement de l'industrie touristique (Caisse populaire de Louiseville et celles du secteur) ou du domaine récréatif (Caisse populaire de Saint-Siméon, en Gaspésie). Ce ne sont là que quelques échantillons d'interventions nouvelles inspirées par le souci de plus en plus manifeste d'appuyer la prise en charge par les collectivités de la solution à leurs problèmes propres.



Au chapitre de l'intercoopération, signalons l'initiative qu'a prise en fin d'année la Fédération de Québec en réaffirmant son appui à la Coopérative de développement régional Québec-03 et en invitant les caisses de la région à marquer leur solidarité avec les autres coopératives du même territoire. La dimension internationale de l'intercoopération n'est pas seulement présente dans l'activité de la Société de développement international Desjardins. Elle se traduit aussi dans des gestes posés par les cellules de base du Mouvement; ainsi, en 1986, la Caisse populaire de Sainte-Anne-de-la-Pocatière a continué à soutenir la réalisation d'une coopérative d'habitation à Cap Haïtien, la Caisse populaire de Saint-Paul-de-la-Croix (Montréal), a pourvu à la construction du local d'une caisse au Zaïre et celle de Limoilou (Québec) assume une partie des coûts de « Collaboration santé internationale ».

#### **Dons et souscriptions**

Présent partout sur le territoire du Québec et formé de membres qui appartiennent à toutes les sphères d'activités sociales,

le Mouvement Desjardins est tout naturellement constamment invité à mettre des ressources humaines et matérielles au service de la collectivité. Il a toujours maintenu une attitude de grande ouverture à cet égard, dans les limites que lui imposent ses règles de fonctionnement et dans le respect de ses caractéristiques propres.

En plus de prêter les services de leur personnel (au-delà de 7000 jours/personnes) et d'offrir des services matériels, en particulier sous forme de prêts de locaux (plus de 9000 jours), les caisses, fédérations, institutions et corporations du Mouvement ont versé, en dons, en souscriptions et bourses d'études, quelque 5 500 000 \$ à des organismes locaux, régionaux ou provinciaux. Viennent en tête de liste: le milieu de l'éducation, les organismes de santé et de bienfaisance, les associations sportives, les clubs sociaux, les associations culturelles, les conseils de fabrique. Notons, en particulier, les investissements substantiels consacrés, en 1986, par Le Groupe Desjardins Assurances générales à des actions essentiellement axées sur la prévention: don de 250 000 \$ à la Fondation Jean-Lapointe, dont l'objectif est de lutter contre l'alcoolisme et autres toxicomanies, contribution de 50 000 \$ à l'Opération Nez Rouge, de 100 000 \$ à la campagne annuelle de prévention des incendies et de 100 000 \$ à l'émission télévisées « Prendre la route » sur la prévention des accidents de la route.



■ *« Le Mouvement Desjardins est tout naturellement constamment invité à mettre des ressources humaines et matérielles au service de la collectivité. »*



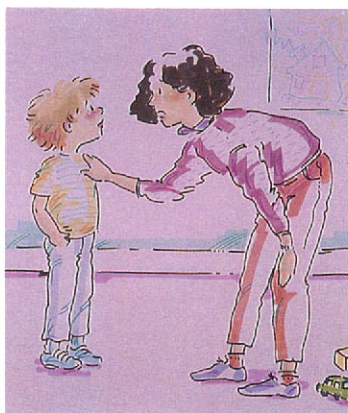


Image du vidéo sur la violence faite aux enfants.

Au chapitre de la prévention, l'Assurance-vie Desjardins s'est distinguée par la préparation et la distribution d'un numéro spécial de la revue Ma Caisse portant sur les médicaments. Les 380 000 exemplaires réalisés lors de deux tirages successifs ont rapidement été épuisés. En novembre, un nouveau chapitre portant sur les médicaments et le temps des fêtes a été publié sous forme de dépliant. De plus, des capsules d'information tirées de ces documents ont été diffusées sur les ondes radiophoniques de Montréal et Québec.

D'autre part, l'Assurance-vie Desjardins a produit deux vidéos sur « la violence faite aux enfants » et sur « les abus sexuels » destinés aux élèves de maternelle de toutes les écoles du Québec. Ces deux initiatives ont nécessité des déboursés de plus de 210 000 \$.

À ces données, il faut ajouter un montant d'un demi-million de dollars représentant l'apport de 460 caisses à des événements locaux ou régionaux de toute nature: réunions d'affaires ou de groupes professionnels, événements culturels ou sportifs, expositions, etc. Une centaine de caisses ont, enfin, affecté 1,1 million \$ à un fonds destiné à des fins sociales ou communautaires, à même leurs trop-perçus.

## La vie du mouvement

Parce qu'elle est à la base de l'engagement social et communautaire, parce que c'est elle qui lui donne son sens même, la vie propre du Mouvement doit trouver sa place dans son bilan social. Cette vie se manifeste d'abord dans l'action des 26 000 personnes qui oeuvrent quotidiennement au sein du Mouvement. Elle se manifeste aussi dans l'action, souvent méconnue mais essentielle, des milliers de dirigeants bénévoles, plus de 18 000, qui sont vraiment au coeur de la dynamique coopérative, garants de son efficacité comme de son authenticité. On estime à environ 950 000 le nombre d'heures/personnes consacrées aux réunions des divers conseils responsables de l'orientation et de la saine gestion des composantes du Mouvement. Plus de 2700 dirigeants bénévoles ont par ailleurs participé à des



« L'action, souvent méconnue mais essentielle, de milliers de dirigeants bénévoles... »



sessions de formation organisées à leur intention. Les assemblées générales ont réuni 113 000 personnes autour des dirigeants de 1037 caisses pour lesquelles les données de 1986 sont connues. Le congrès de novembre a montré qu'il y a là un réel sujet de préoccupation et bon nombre de caisses ont déjà prévu des mesures en vue d'accroître la participation à leurs assemblées générales en 1987.

La vie du Mouvement se manifeste également par un effort constant de communication avec les membres et avec la population en général: présence dans les médias, publications, etc. La Semaine Desjardins constitue un moment privilégié de projection de l'action coopérative. En 1986, 45 pour cent des caisses y ont activement participé, consacrant 1600 jours/personnes et quelque 300 000 \$. Les anniversaires de fondation, l'inauguration de nouveaux locaux sont autant d'occasions ponctuelles que saisissent les dirigeants pour souligner le dynamisme de la présence du Mouvement dans leur milieu. Deux cent cinquante caisses signalent de telles initiatives pour l'année 1986, elles y ont consacré une somme estimée à près de 1 million \$.



■ *« Le congrès annonce une intensification de l'engagement social et communautaire du Mouvement... »*

Près de 60 pour cent des caisses ont présenté un bilan social à l'assemblée générale de leurs membres en 1986. Pour ces caisses comme pour les autres composantes du Mouvement, le présent bilan ne constitue qu'un reflet sommaire de leur engagement social et communautaire. Il ne rend pas non plus compte de la démarche amorcée, qui s'intensifiera en 1987 dans la foulée du XIV<sup>e</sup> Congrès, pour donner à cet engagement une vigueur et une portée encore plus grandes, en conformité avec la mission propre du Mouvement Desjardins. Le bilan social 1987 portera sans doute la marque de la fécondité de cette démarche.

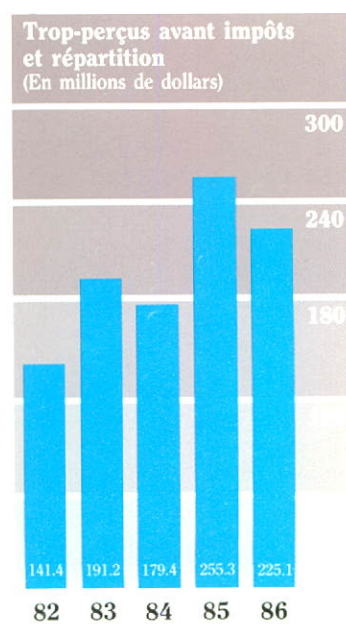
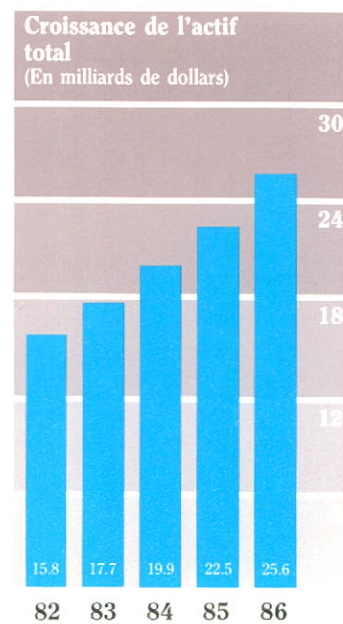


# R E V U E DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

## FAITS SAILLANTS

Au 31 décembre (en millions de dollars)

|                                            | 1986      | 1985      | Variation |
|--------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Bilan cumulé</b>                        |           |           |           |
| Actif total                                | 25 646 \$ | 22 532 \$ | 13,8 %    |
| Prêts                                      | 20 748    | 17 780    | 16,7      |
| Dépôts                                     | 23 524    | 20 647    | 13,9      |
| Réserve                                    | 851       | 706       | 20,6      |
| <b>Résultats cumulés</b>                   |           |           |           |
| Revenus totaux                             | 2 641 \$  | 2 485 \$  | 6,3 %     |
| Revenus nets d'intérêt                     | 970       | 948       | 2,4       |
| Créances douteuses                         | 25        | 39        | (35,9)    |
| Trop-perçus avant impôts<br>et répartition | 225       | 255       | (11,8)    |
| <b>Présence sur le territoire</b>          |           |           |           |
| Nombre de caisses                          | 1 371     | 1 381     | (0,7)%    |
| Nombre de comptoirs                        | 260       | 252       | 3,2       |
| Nombre de guichets<br>automatiques         | 205       | 133       | 54,1      |
| <b>Total</b>                               | 1 836     | 1 766     | 4,0       |
| <b>Membres et employés</b>                 |           |           |           |
| Nombre de membres                          | 4 147 239 | 4 030 000 | 2,9 %     |
| Nombre de folios/membres                   | 5 257 524 | 5 142 000 | 2,2       |
| Nombre d'employés                          | 22 344    | 20 853    | 7,1       |
| Nombre de dirigeants élus                  | 18 438    | 18 600    | (0,9)     |



## ACTIF CUMULÉ

Au 31 décembre (en millions de dollars)

|                            | 1986             | 1985             | Variation     |
|----------------------------|------------------|------------------|---------------|
| Encaisse                   | 653 \$           | 618 \$           | 5,6 %         |
| Valeurs mobilières         | 3 584            | 3 504            | 2,3           |
| Prêts                      | 20 748           | 17 780           | 16,7          |
| Autres éléments de l'actif | 661              | 630              | 4,9           |
| <b>Total de l'actif</b>    | <b>25 646 \$</b> | <b>22 532 \$</b> | <b>13,8 %</b> |

Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec

### ANALYSE FINANCIÈRE

La section qui suit a pour but de présenter et d'évaluer la situation financière des caisses populaires, des caisses d'économie, des fédérations et de La Caisse centrale Desjardins du Québec en 1986. De plus, afin de faciliter l'interprétation de ces résultats que l'on retrouve à la page 56, des commentaires, tableaux et graphiques y ont été introduits.

### L'ACTIF

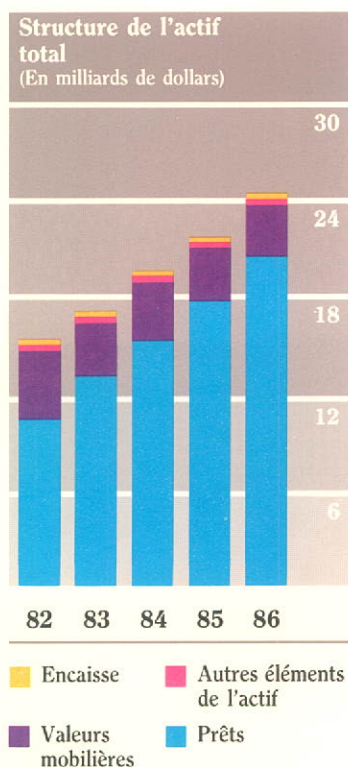
L'actif cumulé des caisses populaires, des caisses d'économie, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins s'élevait à 25 646 millions \$ au 31 décembre, en hausse de 3 114 millions \$ depuis un an. Ceci représente une performance de 13,8% en 1986, comparativement à 13,4% en 1985. La progression de l'actif cumulé s'est donc poursuivie à un rythme encore très intéressant l'an passé.

Les prêts ont été l'élément moteur de la croissance annuelle importante de l'actif cumulé enregistré par le réseau des caisses Desjardins, alors que l'encaisse et les valeurs mobilières ont connu un accroissement beaucoup plus modeste. En effet, le taux d'augmentation des prêts s'est accéléré à 16,7% pour atteindre 20 748 millions \$ à la fin de 1986, en regard de 14,4% en

1985. Les deux grandes catégories de prêts, soit les prêts personnels et commerciaux et les prêts hypothécaires, ont affiché une croissance supérieure à l'année précédente.

Ils ont été stimulés par une demande de crédit très énergique provenant des particuliers et des entreprises. La vitalité du secteur de la construction résidentielle au Québec, la stabilité des investissements non résidentiels et un niveau des dépenses de consommation des ménages encore relativement élevé sont à l'origine de cette forte demande de crédit.

Du côté de l'encaisse et des valeurs mobilières, on note un certain ralentissement de leur croissance en 1986, soit de 5,6% et 2,3%, respectivement. En fait, l'évolution des liquidités du réseau des caisses Desjardins traduit la fermeté de la demande de prêts des membres. Sujet à des normes très strictes, le portefeuille de liquidités est demeuré sécuritaire et de très grande qualité par les titres qui le composent. Ainsi, les caisses ont fait preuve à la fois d'une bonne gestion des actifs productifs, tout en répondant adéquatement aux besoins de crédit de leurs membres.





## LE PASSIF-DÉPÔTS

À la fin de 1986, le total cumulé des dépôts des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins s'élevait à 23 524 millions \$, en hausse de 2 877 millions \$ par rapport à 1985. Les dépôts du réseau des caisses Desjardins ont donc progressé à un rythme annuel de 13,9%, soit légèrement supérieur à celui de 1985.

Ces excellents résultats démontrent une très bonne capacité du réseau des caisses de lever des dépôts. Leur dynamisme dans la recherche de dépôts d'épargne auprès de toutes les catégories de déposants, y compris celle des personnes morales (corps publics et entreprises), a porté fruit. Sans doute que la vigueur de la demande de crédit a aussi contribué à ces résultats.



## PASSIF CUMULÉ

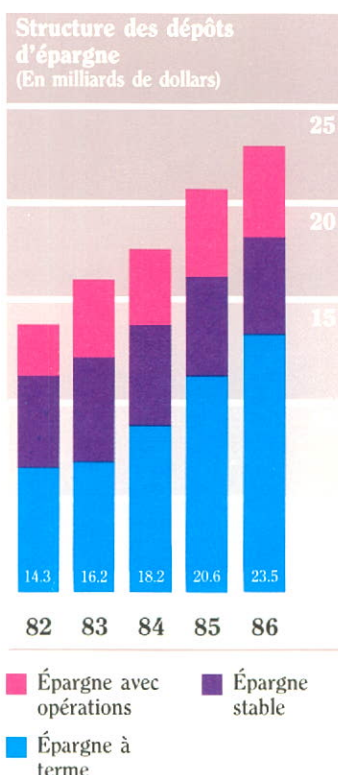
Au 31 décembre (en millions de dollars)

|                         | 1986             | 1985             | Variation     |
|-------------------------|------------------|------------------|---------------|
| Épargne avec opérations | 4 371 \$         | 4 221 \$         | 3,5 %         |
| Épargne stable          | 5 268            | 5 127            | 2,8           |
| Épargne à terme         | 13 885           | 11 299           | 22,9          |
| <b>Total des dépôts</b> | <b>23 524 \$</b> | <b>20 647 \$</b> | <b>13,9 %</b> |

En outre, compte tenu du contexte dans lequel le réseau des caisses Desjardins a évolué au cours de 1986, cette performance est très satisfaisante. En effet, malgré la baisse du taux d'épargne au Québec et du

niveau moyen des taux d'intérêt sur les dépôts, ainsi que la concurrence exercée par d'autres types de placements (obligations d'épargne des gouvernements, actions, etc.), le réseau des caisses Desjardins a réussi à améliorer sa croissance en regard de 1985.

Plus particulièrement, l'analyse de la structure du passif-dépôts indique que l'épargne à terme a continué d'afficher une progression élevée en 1986, soit de 22,9%. Notons qu'en termes d'importance relative par rapport aux dépôts totaux du réseau des caisses Desjardins, cette catégorie de dépôts d'épargne représente une proportion de 59,0%. Quant à l'épargne stable et à l'épargne avec opérations, elles ont connu des taux de croissance de l'ordre de 3,5% et 2,8%, respectivement.



## AVOIR CUMULÉ

Au 31 décembre (en millions de dollars)

|                                        | 1986             | 1985      | 1986*        | 1985* |
|----------------------------------------|------------------|-----------|--------------|-------|
| Réserve                                | 851 \$           | 706 \$    | 3,3 %        | 3,1 % |
| Trop-perçus avant répartition          | 169              | 188       | 0,7          | 0,9   |
| Capital social, parts de qualification | 26               | 25        | 0,1          | 0,1   |
| <b>Sous-total, capital primaire</b>    | <b>1 046</b>     | 919       | <b>4,1</b>   | 4,1   |
| Capital social, autre                  | 302              | 296       | 1,2          | 1,3   |
| <b>Total de l'avoir</b>                | <b>1 348</b>     | 1 215     | <b>5,3 %</b> | 5,4 % |
| <b>Actif cumulé</b>                    | <b>25 646 \$</b> | 22 532 \$ | —            | —     |

\* En pourcentage de l'actif cumulé.

### ■ L'AVOIR

L'avoir (la capitalisation) du réseau des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins s'est accru de 10,9% en 1986 pour atteindre 1 348 millions \$ au 31 décembre. À cette date, l'avoir du réseau représentait 5,3% de l'actif cumulé.

Le capital primaire, c'est-à-dire les éléments de capitalisation sur lesquels il n'existe aucun doute quant à leur permanence, à leur subordination aux droits des déposants et qui ne comportent aucune charge fixe obligatoire, a progressé de 13,7% et s'élevait à 1 046 millions \$ à la fin de 1986. Cette progression a été réalisée en dépit d'un recul de 10% observé au chapitre des trop-perçus avant répartition découlant d'une rentabilité légèrement en baisse par rapport aux résultats exceptionnels de 1985. Néanmoins, le capital primaire a suivi le même rythme de croissance que l'actif, si bien que le ratio de capitalisation primaire s'est maintenu au même niveau qu'à la fin de 1985, soit à 4,1% de l'actif cumulé.

Malgré un taux de croissance moindre, l'effort de capitalisation du réseau s'est poursuivi à un rythme accéléré en 1986. En effet, en examinant la composition du capital primaire, il est à noter que la réserve cumulée, soit le principal instrument de capitalisation du réseau des caisses Desjardins, a fait un bond de 145 millions \$ durant l'année pour excéder les 850 millions \$. Il s'agit là d'un

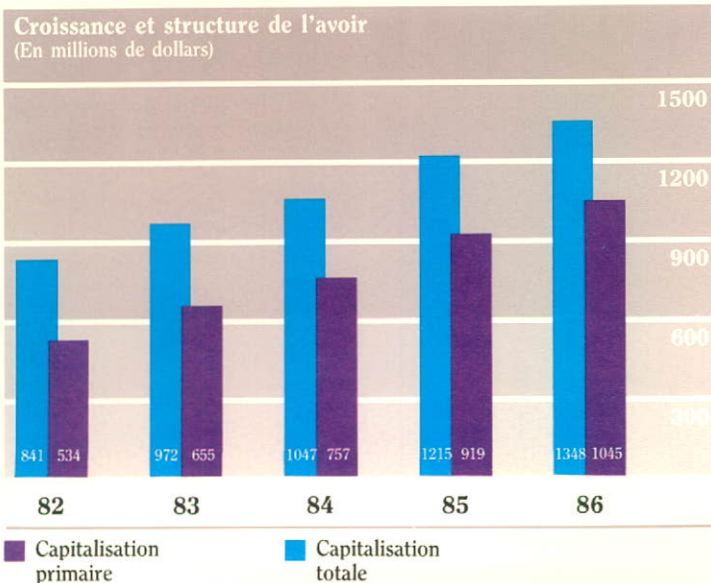
taux de croissance de 20,5%, ce qui témoigne de la volonté persistante des dirigeants à vouloir raffermir la capitalisation du réseau.

Dans une perspective à plus long terme, l'évolution de l'avoir cumulé a été caractérisée par une forte augmentation de la capitalisation primaire. Ainsi, depuis la fin de 1982, le capital primaire a crû à un taux moyen de croissance annuelle de 18,3%, passant de 534 millions \$ à 1 046 millions \$. En pourcentage de l'actif cumulé des cais-

ses, des fédérations et de la Caisse centrale, le ratio de capitalisation primaire est passé de 3,4% à 4,1%. Pendant cette période, la réserve a grimpé de 403 millions \$ à 851 millions \$, soit de 2,6% à 3,3% de l'actif cumulé.

Enfin, le capital social a cessé de régresser depuis deux ans sans toutefois augmenter de façon significative. À la fin de 1986, il s'élevait à quelque 327 millions \$ ou 1,3% de l'actif cumulé du réseau.

Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec





## ■ L'état cumulé des résultats

La rentabilité des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins a quelque peu reculé en 1986 par rapport aux résultats exceptionnels de 1985. Néanmoins, les trop-perçus avant impôts et répartition ont atteint un niveau très satisfaisant de 225 millions \$ en 1986, soit 0,93 \$ par 100 \$ d'actif moyen.

À la lecture des résultats, on constate que ce repli de la rentabilité en 1986 est imputable à la faible croissance des revenus nets d'intérêt (2,3%). Cette situation est cependant normale. En effet, il faut se rappeler qu'en 1985, à cause de la structure financière particulière des caisses Desjardins, la forte baisse des taux d'intérêt de mars à décembre de la même année a entraîné une chute plus marquée des dépenses que des revenus d'intérêt, ce qui a fait gonfler la rentabilité.



## RÉSULTATS CUMULÉS

Au 31 décembre (en millions de dollars)

|                                                    | 1986             | 1985      | Variation |
|----------------------------------------------------|------------------|-----------|-----------|
| Revenus nets d'intérêt                             | <b>970 \$</b>    | 948 \$    | 2,3 %     |
| Créances douteuses                                 | <b>25</b>        | 39        | (35,9)    |
| Revenus nets d'intérêt<br>après créances douteuses | <b>945</b>       | 908       | 4,1       |
| Frais autres que d'intérêt                         | <b>861</b>       | 773       | 11,4      |
| <b>Trop-perçus avant impôts<br/>et répartition</b> | <b>225</b>       | 255       | (11,8)    |
| En \$ par 100 \$ d'actif moyen                     | <b>0,93</b>      | 1,20      | (22,5)    |
| <b>Actif moyen</b>                                 | <b>24 159 \$</b> | 21 325 \$ | 13,3 %    |

Tel qu'anticipé, cet écart entre les revenus et les dépenses d'intérêt s'est rétréci en 1986 en raison du renouvellement des prêts à des taux plus bas et de la stabilité relative du loyer de l'argent dans les neuf derniers mois. Ainsi, la marge des revenus nets d'intérêt s'est contractée de 4,44 \$ par 100 \$ d'actif moyen en 1985 à 4,01 \$ en 1986.

Les créances douteuses ont encore régressé, passant de 39 millions \$ en 1985 à 25 millions \$ en 1986. Elles ne représentent plus que 0,10 \$ par 100 \$ d'actif moyen comparativement à 0,18 \$ l'année précédente, marquant ainsi la meilleure performance des sept dernières années. L'amélioration enregistrée à ce poste a donc contribué à soutenir la rentabilité. Ces bons résultats s'expliquent par un contexte économique favorable et, surtout, par la gestion efficace au plan de la qualité du portefeuille de prêts, du suivi et du recouvrement des prêts.

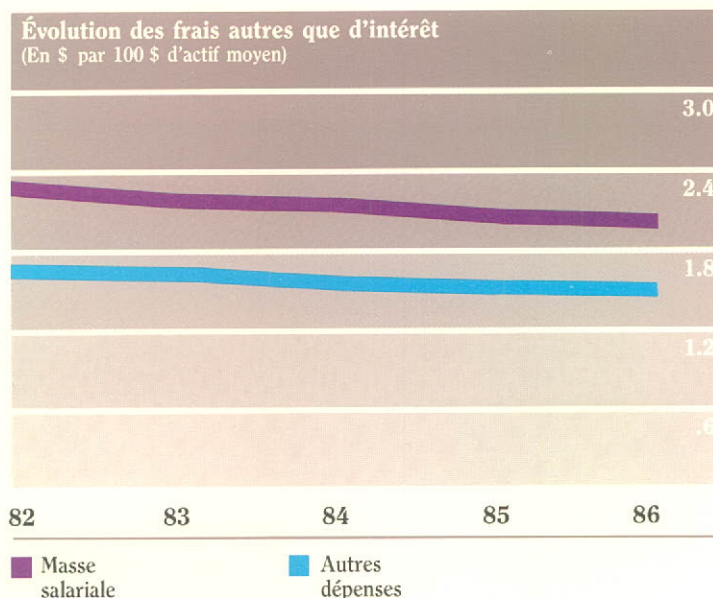
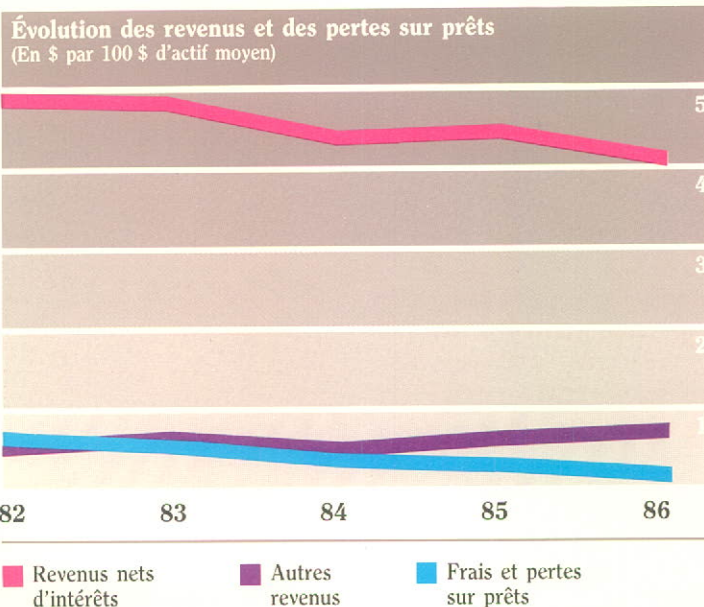
Les autres revenus, qui comprennent tous les revenus autres que d'intérêt (charges administratives), ont généré 22 millions \$ de plus en 1986 pour se situer à 142 millions \$. Ce rehaussement est attribuable à l'augmentation du volume d'opérations et à la majoration de certains tarifs et autres charges de traitement.

Finalement, les frais autres que d'intérêt, c'est-à-dire les dépenses d'opérations, se sont accrus, une fois de plus en 1986, à un rythme moins rapide (11,4%) que l'actif cumulé (13,8%). Ceci a donc eu un impact positif sur la rentabilité du réseau. Ainsi, les frais autres que d'intérêt, qui se sont élevés à 861 millions \$, représentent un ratio de 3,57 \$ par 100 \$ d'actif moyen, en baisse par rapport à 3,62 \$ en 1985.



Le ratio des salaires et avantages sociaux, qui est la principale composante des frais autres que d'intérêt, s'est replié de 2,10 \$ par 100 \$ d'actif moyen en 1985 à 2,06 \$ en 1986. Ce ratio n'a cessé de baisser depuis cinq ans. En 1982, il s'établissait à 2,33 \$ par 100 \$ d'actif moyen, d'où une chute de 0,27 \$ depuis lors.

La diminution du ratio des frais autres que d'intérêt en proportion de l'actif cumulé des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins depuis le début des années '80 est le résultat d'efforts déployés à tous les niveaux du réseau afin de contenir la croissance des coûts.



Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec





## RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE

Au 31 décembre (en millions de dollars)

| Valeurs mobilières              | Caisses           | Fédérations       | Caisse centrale   | Cumulé*<br>1986   | Prorata<br>1986 | Cumulé*<br>1985   | Prorata<br>1985 |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
| <b>Bons du trésor</b>           |                   |                   |                   |                   |                 |                   |                 |
| Canada                          | — \$              | 364,1 \$          | 423,1 \$          | <b>787,2 \$</b>   | <b>21,9%</b>    | 641,9 \$          | 18,3%           |
| Québec                          | —                 | 187,6             | 80,3              | <b>267,9</b>      | <b>7,5</b>      | 339,1             | 9,7             |
| Sous-total                      | —                 | 551,7             | 503,4             | <b>1 055,1</b>    | <b>29,4</b>     | 981,0             | 28,0            |
| <b>Obligations</b>              |                   |                   |                   |                   |                 |                   |                 |
| Canada                          | 3,1               | 199,5             | 15,2              | <b>217,8</b>      | <b>6,1</b>      | 334,1             | 9,5             |
| Québec                          | 3,7               | 67,7              | 0,2               | <b>71,6</b>       | <b>2,0</b>      | 154,5             | 4,4             |
| Hydro-Québec                    | 2,5               | 26,3              | 15,0              | <b>43,8</b>       | <b>1,2</b>      | 23,3              | 0,7             |
| Municipalités                   | 1,7               | 27,6              | 0,2               | <b>29,5</b>       | <b>0,8</b>      | 73,1              | 2,1             |
| Commissions scolaires           | —                 | 6,1               | —                 | <b>6,1</b>        | <b>0,2</b>      | 35,2              | 1,0             |
| Collèges, hôpitaux et fabriques | 0,1               | 6,3               | —                 | <b>6,4</b>        | <b>0,2</b>      | 43,3              | 1,2             |
| Sociétés privées                | —                 | 3,0               | 11,0              | <b>14,0</b>       | <b>0,4</b>      | 31,2              | 0,9             |
| Sous-total                      | 11,1              | 336,5             | 41,6              | <b>389,2</b>      | <b>10,9</b>     | 694,7             | 19,8            |
| <b>Autres placements</b>        |                   |                   |                   |                   |                 |                   |                 |
| Acceptations bancaires          | —                 | 529,5             | 147,5             | <b>677,0</b>      | <b>18,9</b>     | 741,6             | 21,2            |
| Effets bancaires escomptés      | —                 | 153,1             | 32,7              | <b>185,8</b>      | <b>5,2</b>      | 111,6             | 3,2             |
| Dépôts et billets bancaires     | —                 | 92,3              | 268,9             | <b>361,2</b>      | <b>10,1</b>     | 316,5             | 9,0             |
| Dépôts et billets autres        | —                 | 253,3             | 126,3             | <b>379,6</b>      | <b>10,6</b>     | 294,1             | 8,4             |
| Dépôts et autres valeurs        |                   |                   |                   |                   |                 |                   |                 |
| MCPED                           | 1 535,6           | 396,9             | 15,1              | <b>376,6*</b>     | <b>10,5</b>     | 222,5*            | 6,3             |
| Actions et parts sociales       | 111,8             | 560,1             | 1,3               | <b>159,2*</b>     | <b>4,4</b>      | 142,4*            | 4,1             |
| Sous-total                      | 1 647,4           | 1 985,2           | 591,8             | <b>2 139,4</b>    | <b>59,7</b>     | 1 828,7           | 52,2            |
| <b>Total</b>                    | <b>1 658,5 \$</b> | <b>2 873,4 \$</b> | <b>1 136,8 \$</b> | <b>3 583,7 \$</b> | <b>100,0%</b>   | <b>3 504,4 \$</b> | <b>100,0%</b>   |

(\*) Les soldes marqués d'un astérisque dans la colonne « cumulé » ont fait l'objet de régularisations afin d'éliminer les transactions entre les caisses, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec.

Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec



## RÉPARTITION DES PRÊTS EN COURS

Au 31 décembre (en millions de dollars)

| Emprunteurs                                          | Caisses   | Fédérations | Caisse centrale | Cumulé*<br>1986 | Prorata<br>1986 | Cumulé*<br>1985 | Prorata<br>1985 |
|------------------------------------------------------|-----------|-------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Particuliers</b>                                  |           |             |                 |                 |                 |                 |                 |
| Hypothécaires à l'habitation                         | 10 556 \$ | 6 \$        | — \$            | 10 562 \$       | 50,6%           | 9 239 \$        | 51,6%           |
| Personnels                                           | 4 627     | —           | —               | 4 627           | 22,2            | 4 007           | 22,4            |
| Sous-total                                           | 15 183    | 6           | —               | 15 189          | 72,8            | 13 246          | 74,0            |
| <b>Entreprises</b>                                   |           |             |                 |                 |                 |                 |                 |
| Agricoles                                            | 1 018     | 26          | 11              | 1 055           | 5,1             | 942             | 5,3             |
| Coopératives, commerces et industries                | 2 699     | 131         | 850             | 3 680           | 17,6            | 2 797           | 15,6            |
| Caisses, fédérations et autres institutions du MCPED | —         | 1 472       | 231             | 93*             | 0,5             | 177*            | 1,0             |
| Sous-total                                           | 3 717     | 1 629       | 1 092           | 4 828           | 23,2            | 3 916           | 21,9            |
| <b>Gouvernements, corps publics et autres prêts</b>  |           |             |                 |                 |                 |                 |                 |
| Municipalités                                        | 109       | 2           | 87              | 198             | 1,0             | 133             | 0,7             |
| Commissions scolaires                                | 391       | 62          | —               | 453             | 2,2             | 447             | 2,4             |
| Affaires sociales et autres                          | 85        | 62          | 37              | 184             | 0,8             | 167             | 0,9             |
| Sous-total                                           | 585       | 126         | 124             | 835             | 4,0             | 747             | 4,1             |
| <b>Total</b>                                         | 19 485    | 1 761       | 1 216           | 20 852          | 100,0%          | 17 909          | 100,0%          |
| Moins provisions pour créances douteuses             | (98)      | (1)         | (5)             | (104)           | —               | (129)           | —               |
| <b>Total net</b>                                     | 19 387 \$ | 1 760 \$    | 1 211 \$        | 20 748 \$       | —               | 17 780 \$       | —               |

Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec



(\*) Les soldes marqués d'un astérisque dans la colonne « cumulé » ont fait l'objet de régularisations afin d'éliminer les transactions entre les caisses, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec.



## RAPPORTS FINANCIERS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 1986 (non vérifiés)

Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec

### BILAN CUMULÉ (non vérifié) au 31 décembre (en milliers de dollars)

| ACTIF                                                                                    | 1986          | 1985          | Variation |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|-----------|
| <b>Encaisse</b>                                                                          |               |               |           |
| Numéraire, effets et dépôts à la Banque du<br>Canada ou autres institutions financières. | 459 351 \$    | 442 926 \$    | 3,7%      |
| Chèques et autres effets en transit, valeur nette                                        | 193 215       | 174 867       | 10,5      |
|                                                                                          | 652 566       | 617 793       | 5,6       |
| <b>Valeurs mobilières</b> (note 4)                                                       |               |               |           |
| Émises ou garanties par le Canada                                                        | 1 004 978     | 975 911       | 3,0       |
| Émises ou garanties par les provinces et les corps<br>municipaux ou scolaire             | 516 977       | 738 109       | (30,0)    |
| Autres valeurs mobilières                                                                | 2 061 731     | 1 790 405     | 15,2      |
|                                                                                          | 3 583 686     | 3 504 425     | 2,3       |
| <b>Prêts</b>                                                                             |               |               |           |
| Personnels et commerciaux                                                                | 9 183 348     | 7 617 419     | 20,6      |
| Hypothécaires                                                                            | 11 565 156    | 10 163 062    | 13,8      |
|                                                                                          | 20 748 504    | 17 780 481    | 16,7      |
| <b>Autres</b>                                                                            |               |               |           |
| Immobilisations, valeur non amortie                                                      | 364 532       | 320 068       | 13,9      |
| Autres éléments de l'actif (note 5)                                                      | 297 018       | 309 424       | (4,0)     |
|                                                                                          | 661 550       | 629 492       | 5,1       |
|                                                                                          | 25 646 306 \$ | 22 532 191 \$ | 13,8%     |
| <b>PASSIF</b>                                                                            |               |               |           |
| <b>Dépôts</b>                                                                            |               |               |           |
| Épargne avec opérations                                                                  | 4 371 061 \$  | 4 221 235 \$  | 3,5%      |
| Épargne stable                                                                           | 5 268 015     | 5 126 934     | 2,8       |
| Épargne à terme                                                                          | 13 885 306    | 11 299 187    | 22,9      |
|                                                                                          | 23 524 382    | 20 647 356    | 13,9      |
| <b>Autres</b>                                                                            |               |               |           |
| Emprunts                                                                                 | —             | 5 017         | (100,0)   |
| Autres éléments du passif (note 6)                                                       | 774 111       | 664 750       | 16,5      |
|                                                                                          | 774 111       | 669 767       | 15,6      |
| <b>AVOIR</b>                                                                             |               |               |           |
| Capital social                                                                           | 327 334       | 321 163       | 1,9       |
| Trop-perçus avant répartition (note 2)                                                   | 169 205       | 188 228       | (10,1)    |
| Réserve                                                                                  | 851 274       | 705 677       | 20,6      |
|                                                                                          | 1 347 813     | 1 215 068     | 10,9      |
|                                                                                          | 25 646 306 \$ | 22 532 191 \$ | 13,8%     |





**RÉSULTATS CUMULÉS (non vérifiés)**  
pour l'exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec

|                                                         | 1986         | 1985         |
|---------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Revenus d'intérêt</b>                                |              |              |
| Prêts                                                   | 2 159 647 \$ | 2 015 916 \$ |
| Encaisse et placements                                  | 339 336      | 349 362      |
|                                                         | 2 498 983    | 2 365 278    |
| <b>Frais d'intérêt</b>                                  | 1 528 919    | 1 417 430    |
| <b>Revenus nets d'intérêt</b>                           | 970 064      | 947 848      |
| Créances douteuses                                      | 25 369       | 39 460       |
| <b>Revenus nets d'intérêt après créances douteuses</b>  | 944 695      | 908 388      |
| Autres revenus                                          | 141 860      | 119 733      |
| <b>Revenus nets d'intérêt et autres revenus</b>         | 1 086 555    | 1 028 121    |
| <b>Frais autres que d'intérêt</b>                       |              |              |
| ■ Salaires et avantages sociaux                         | 498 184      | 448 635      |
| ■ Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement | 109 008      | 100 585      |
| ■ Autres frais                                          | 254 286      | 223 590      |
|                                                         | 861 478      | 772 810      |
| <b>Trop-perçus avant impôts</b>                         | 225 077      | 255 311      |
| Impôts sur le revenu (note 7)                           | 43 316       | 49 118       |
| <b>Trop-perçus avant répartition (note 2)</b>           | 181 761 \$   | 206 193 \$   |



Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec

## BILAN CUMULÉ (non vérifié)

au 31 décembre 1986 (en milliers de dollars)

| ACTIF                                                                         | Caisses       | Fédérations  | Caisse centrale | Cumulé        | Prorata |
|-------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|-----------------|---------------|---------|
| <b>Encaisse</b>                                                               |               |              |                 |               |         |
| Numéraire, effets et dépôts à la Banque du Canada ou autres inst. financières | 391 972 \$    | 28 308 \$    | 39 071 \$       | 459 351 \$    | 1,8 %   |
| Dépôts aux fédérations et à La Caisse centrale                                | 2 359 876     | 51 667       | —               | —             | —       |
| Chèques et autres effets en transit, valeur nette                             | —             | —            | 6 178           | 193 215       | 0,7     |
|                                                                               | 2 751 848     | 79 975       | 45 249          | 652 566       | 2,5     |
| <b>Valeurs mobilières (note 4)</b>                                            |               |              |                 |               |         |
| Émises ou garanties par le Canada                                             | 3 099         | 563 568      | 438 311         | 1 004 978     | 3,9     |
| Émises ou garanties par les provinces et les corps municipaux ou scolaires    | 8 046         | 400 043      | 108 888         | 516 977       | 2,0     |
| Autres valeurs mobilières                                                     | 1 647 439     | 1 909 848    | 589 581         | 2 061 731     | 8,1     |
|                                                                               | 1 658 584     | 2 873 459    | 1 136 780       | 3 583 686     | 14,0    |
| <b>Prêts</b>                                                                  |               |              |                 |               |         |
| Personnels et commerciaux                                                     | 7 909 176     | 1 628 755    | 1 211 262       | 9 183 348     | 35,8    |
| Hypothécaires                                                                 | 11 477 821    | 131 024      | —               | 11 565 156    | 45,1    |
|                                                                               | 19 386 997    | 1 759 779    | 1 211 262       | 20 748 504    | 80,9    |
| <b>Autres</b>                                                                 |               |              |                 |               |         |
| Immobilisations, valeur non amortie                                           | 324 872       | 37 550       | 2 110           | 364 532       | 1,4     |
| Autres éléments de l'actif (note 5)                                           | 236 771       | 104 090      | 20 154          | 297 018       | 1,2     |
|                                                                               | 561 643       | 141 640      | 22 264          | 661 550       | 2,6     |
|                                                                               | 24 359 072 \$ | 4 854 853 \$ | 2 415 555 \$    | 25 646 306 \$ | 100,0 % |
| <b>PASSIF</b>                                                                 |               |              |                 |               |         |
| <b>Dépôts</b>                                                                 |               |              |                 |               |         |
| Épargne avec opérations                                                       | 4 220 181 \$  | 2 125 046 \$ | 168 451 \$      | 4 371 061 \$  | 17,0 %  |
| Épargne stable                                                                | 5 268 015     | —            | —               | 5 268 015     | 20,5    |
| Épargne à terme                                                               | 11 432 717    | 2 319 191    | 1 796 834       | 13 885 306    | 54,2    |
|                                                                               | 20 920 913    | 4 444 237    | 1 965 285       | 23 524 382    | 91,7    |
| <b>Autres</b>                                                                 |               |              |                 |               |         |
| Emprunts                                                                      | 1 471 518     | 127 719      | —               | —             | —       |
| Autres éléments du passif (note 6)                                            | 731 647       | 67 393       | 31 910          | 774 111       | 3,0     |
|                                                                               | 2 203 165     | 195 112      | 31 910          | 774 111       | 3,0     |
| <b>AVOIR</b>                                                                  |               |              |                 |               |         |
| <b>Capital social</b>                                                         | 327 088       | 104 740      | 409 403         | 327 334       | 1,3     |
| <b>Trop-perçus avant répartition (note 2)</b>                                 | 152 795       | 23 558       | —               | 169 205       | 0,7     |
| <b>Réserve</b>                                                                | 755 111       | 87 206       | 8 957           | 851 274       | 3,3     |
|                                                                               | 1 234 994     | 215 504      | 418 360         | 1 347 813     | 5,3     |
|                                                                               | 24 359 072 \$ | 4 854 853 \$ | 2 415 555 \$    | 25 646 306 \$ | 100,0 % |





**RÉSULTATS CUMULÉS** (non vérifiés)  
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 (en milliers de dollars)

|                                                             | Caisses      | Fédérations | Caisse centrale | Cumulé              |
|-------------------------------------------------------------|--------------|-------------|-----------------|---------------------|
| <b>Revenus d'intérêt</b>                                    |              |             |                 |                     |
| Prêts                                                       | 2 033 856 \$ | 142 828 \$  | 116 196 \$      | <b>2 159 647 \$</b> |
| Encaisse et placements                                      | 281 021      | 291 844     | 94 142          | <b>339 336</b>      |
|                                                             | 2 314 877    | 434 672     | 210 338         | <b>2 498 983</b>    |
| <b>Frais d'intérêt</b>                                      | 1 437 267    | 337 120     | 158 550         | <b>1 528 919</b>    |
| <b>Revenus nets d'intérêt</b>                               | 877 610      | 97 552      | 51 788          | <b>970 064</b>      |
| Créances douteuses                                          | 22 693       | 676         | 2 000           | <b>25 369</b>       |
| <b>Revenus nets d'intérêt après<br/>créances douteuses</b>  | 854 917      | 96 876      | 49 788          | <b>944 695</b>      |
| Autres revenus                                              | 106 385      | 69 695      | 7 779           | <b>141 860</b>      |
| <b>Revenus nets d'intérêt et autres<br/>revenus</b>         | 961 302      | 166 571     | 57 567          | <b>1 086 555</b>    |
| <b>Frais autres que d'intérêt</b>                           |              |             |                 |                     |
| ■ Salaires et avantages sociaux                             | 421 708      | 71 217      | 5 259           | <b>498 184</b>      |
| ■ Locaux, matériel et mobilier incluant<br>l'amortissement  | 83 373       | 23 385      | 2 250           | <b>109 008</b>      |
| ■ Autres frais                                              | 247 780      | 43 105      | 2 558           | <b>254 286</b>      |
|                                                             | 752 861      | 137 707     | 10 067          | <b>861 478</b>      |
| <b>Trop-perçus avant impôts</b>                             | 208 441      | 28 864      | 47 500          | <b>225 077</b>      |
| <b>Impôts sur le revenu</b> (note 7)                        | 37 519       | 5 170       | 8 619           | <b>51 308</b>       |
| <b>Trop-perçus avant rémunération du<br/>capital social</b> | 170 922      | 23 694      | 38 881          | <b>173 769</b>      |
| ■ Rémunération du capital social<br>(note 8)                | —            | —           | (44 044)        | <b>—</b>            |
| ■ Récupération d'impôts y afférant                          | —            | —           | 7 992           | <b>7 992</b>        |
| <b>Trop-perçus avant répartition</b> (note 2)               | 170 922 \$   | 23 694 \$   | 2 829 \$        | <b>181 761 \$</b>   |

Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec



## NOTES AFFÉRENTES AUX RAPPORTS FINANCIERS CUMULÉS (non vérifiées) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986

1. **Caractère non vérifié des rapports financiers cumulés**  
Le bilan cumulé et les résultats cumulés des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale, du Mouvement Desjardins, ont été établis à partir de données non vérifiées. Ces institutions oeuvrant toutes dans le domaine de l'épargne et du crédit, il n'y a pas lieu de présenter d'information sectorielle dans les rapports financiers cumulés.
2. **Non simultanéité des exercices financiers**  
La différence observée entre les trop-perçus avant répartition du bilan cumulé et celui dont font mention les résultats cumulés est attribuable à la distribution déjà effectuée d'une partie des trop-perçus, en raison de la non simultanéité des exercices financiers.
3. **Énoncé des principales conventions comptables**

*Rapports financiers cumulés*  
Les rapports financiers cumulés comprennent les données relatives aux caisses, aux fédérations et à la Caisse centrale après élimination des transactions entre elles. De plus, il n'est pas possible de consolider ces rapports financiers puisqu'il n'y a pas de société-mère.

*Valeurs mobilières*  
Les Bons du Trésor, les billets et les dépôts à terme sont évalués au coût par les fédérations et au coût amorti par la Caisse centrale. Les obligations sont évaluées par les caisses au coût ou au coût amorti, selon la méthode employée par chaque caisse en particulier; elles sont évaluées par les fédérations soit au coût amorti, soit au moindre du coût et de la valeur au marché, selon qu'elles sont utilisées à des fins de placement ou de négociation; elles sont évaluées par la Caisse centrale au coût amorti. Les autres placements sont comptabilisés au coût. Toute diminution permanente de la valeur des titres de placements est imputée aux résultats.

*Prêts*  
Les prêts sont inscrits à leur montant en principal, déduction faite de toute provision pour créances douteuses, le cas échéant.  
Les revenus d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. L'intérêt sur les prêts cesse d'être comptabilisé lorsque: a) il y a tout lieu de douter qu'une partie du capital ou de l'intérêt puisse être recouvrée ou; b) l'intérêt est impayé depuis quatre-vingt-dix jours, sauf si le recouvrement du capital et de l'intérêt n'est pas mis en doute par la direction.  
Les créances douteuses de l'exercice sont imputées entièrement aux résultats. La provision pour créances douteuses est établie par l'analyse des cas spécifiques et complétée par une estimation en fonction de l'expérience passée.

*Immobilisations*  
Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire ou dégressif selon le cas.  
L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 est de 29 402 000 \$ (1985 — 25 484 000 \$).



**4. Valeurs mobilières***(en milliers de dollars)*

|                                                                        | Moins<br>d'un an | De 1 à<br>3 ans | De 3 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Sans<br>échéance | TOTAL        |              |
|------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|--------------|--------------|
|                                                                        |                  |                 |                 |                  |                  | 1986         | 1985         |
| <b>Valeurs émises<br/>ou garanties par :</b>                           |                  |                 |                 |                  |                  |              |              |
| Le Canada                                                              | 884 231 \$       | 81 125 \$       | 38 929 \$       | 693 \$           | —                | 1 004 978 \$ | 975 911 \$   |
| Les provinces et les<br>corps municipaux<br>ou scolaires, au<br>Canada | 446 457          | 38 035          | 21 263          | 11 222           | —                | 516 977      | 738 109      |
| <b>Autres valeurs<br/>mobilières</b>                                   |                  |                 |                 |                  |                  |              |              |
| Dettes des<br>émetteurs<br>canadiens                                   |                  |                 |                 |                  |                  |              |              |
| Inst. bancaires                                                        | 1 216 488        | 7 476           | —               | —                | —                | 1 223 964    | 1 162 275    |
| Inst. du<br>Mouvement                                                  | 224 528          | 6 548           | 8 728           | 7 000            | 129 800          | 376 604      | 251 243      |
| Autres émetteurs                                                       | 264 699          | 19 335          | 9 935           | 7 964            | —                | 301 933      | 234 483      |
| Actions ou parts<br>sociales des inst.<br>du Mouvement                 | —                | —               | —               | —                | 152 125          | 152 125      | 134 742      |
| Autres actions                                                         | —                | —               | —               | —                | 7 105            | 7 105        | 7 662        |
|                                                                        | 1 705 715        | 33 359          | 18 663          | 14 964           | 289 030          | 2 061 731    | 1 790 405    |
| <b>Total</b>                                                           | 3 036 403 \$     | 152 519 \$      | 78 855 \$       | 26 879 \$        | 289 030 \$       | 3 583 686 \$ | 3 504 425 \$ |

**5. Autres éléments de l'actif***(en milliers de dollars)*

|                 | 1986       | 1985       |
|-----------------|------------|------------|
| Intérêts courus | 205 201 \$ | 203 674 \$ |
| Autres          | 91 817     | 105 750    |
|                 | 297 018 \$ | 309 424 \$ |

**6. Autres éléments du passif***(en milliers de dollars)*

|                 | 1986       | 1985       |
|-----------------|------------|------------|
| Intérêts courus | 531 559 \$ | 444 574 \$ |
| Autres          | 242 552    | 220 176    |
|                 | 774 111 \$ | 664 750 \$ |

**7. Impôt sur le revenu**

Un impôt estimatif a été calculé sur les trop-perçus de l'exercice courant des caisses et des fédérations sans tenir compte des paiements d'intérêt sur le capital social et des ristournes qui seront statuées par les assemblées générales.

**8. Rémunération du capital social**

La rémunération du capital social relève de l'assemblée générale pour les caisses et les fédérations et du conseil d'administration pour la Caisse centrale.

**9. Situation comparative**

La présentation de l'exercice précédent a été modifiée pour la rendre comparable à celle de l'exercice terminé le 31 décembre 1986.

Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec



## STATISTIQUES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (non vérifiées)

### BILAN CUMULÉ (non vérifié)

au 31 décembre (en milliers de dollars)

|                           | 1986                 | 1985          | 1984          | 1983          | 1982          |
|---------------------------|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>ACTIF</b>              |                      |               |               |               |               |
| <b>Encaisse</b>           | <b>652 566 \$</b>    | 617 793 \$    | 549 184 \$    | 596 093 \$    | 459 267 \$    |
| <b>Valeurs mobilières</b> | <b>3 583 686</b>     | 3 504 425     | 3 175 624     | 3 199 055     | 3 908 633     |
| <b>Prêts</b>              |                      |               |               |               |               |
| Personnels et commerciaux | <b>9 183 348</b>     | 7 617 419     | 6 360 482     | 5 127 342     | 3 898 325     |
| Hypothécaires             | <b>11 565 156</b>    | 10 163 062    | 9 185 861     | 8 139 085     | 6 881 661     |
|                           | <b>20 748 504</b>    | 17 780 481    | 15 546 343    | 13 266 427    | 10 779 986    |
| <b>Autres</b>             | <b>661 550</b>       | 629 492       | 605 656       | 596 709       | 623 984       |
|                           | <b>25 646 306 \$</b> | 22 532 191 \$ | 19 876 807 \$ | 17 658 284 \$ | 15 771 870 \$ |
| <b>PASSIF ET AVOIR</b>    |                      |               |               |               |               |
| <b>Dépôts</b>             |                      |               |               |               |               |
| Épargne avec opérations   | <b>4 371 061 \$</b>  | 4 221 235 \$  | 3 657 164 \$  | 3 753 270 \$  | 3 025 298 \$  |
| Épargne stable            | <b>5 268 015</b>     | 5 126 934     | 4 940 999     | 5 013 080     | 4 524 396     |
| Épargne à terme           | <b>13 885 306</b>    | 11 299 187    | 9 606 180     | 7 412 430     | 6 756 035     |
|                           | <b>23 524 382</b>    | 20 647 356    | 18 204 343    | 16 178 780    | 14 305 729    |
| <b>Autres</b>             | <b>774 111</b>       | 669 767       | 625 325       | 507 099       | 624 991       |
| <b>Avoir</b>              | <b>1 347 813</b>     | 1 215 068     | 1 047 139     | 972 405       | 841 150       |
|                           | <b>25 646 306 \$</b> | 22 532 191 \$ | 19 876 807 \$ | 17 658 284 \$ | 15 771 870 \$ |

Les caisses populaires  
et les caisses d'économie  
Desjardins, les fédérations  
et La Caisse centrale  
Desjardins du Québec



## RÉSULTATS CUMULÉS (non vérifiés)

pour l'exercice terminé le 31 décembre (en milliers de dollars)

|                                                        | 1986         | 1985         | 1984         | 1983         | 1982         |
|--------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Revenus d'intérêt</b>                               |              |              |              |              |              |
| Prêts                                                  | 2 159 647 \$ | 2 015 916 \$ | 1 781 724 \$ | 1 592 183 \$ | 1 745 156 \$ |
| Encaisse et placements                                 | 339 336      | 349 362      | 345 907      | 357 758      | 466 034      |
|                                                        | 2 498 983    | 2 365 278    | 2 127 631    | 1 949 941    | 2 211 190    |
| <b>Frais d'intérêt</b>                                 | 1 528 919    | 1 417 430    | 1 298 735    | 1 124 053    | 1 488 396    |
| <b>Revenus nets d'intérêt</b>                          | 970 064      | 947 848      | 828 896      | 825 888      | 722 794      |
| Créances douteuses                                     | 25 369       | 39 460       | 46 538       | 85 085       | 77 333       |
| <b>Revenus nets d'intérêt après créances douteuses</b> | 944 695      | 908 388      | 782 358      | 740 803      | 645 461      |
| Autres revenus                                         | 141 860      | 119 733      | 98 921       | 90 715       | 67 376       |
| <b>Revenus nets d'intérêt et autres revenus.</b>       | 1 086 555    | 1 028 121    | 881 279      | 831 518      | 712 837      |
| <b>Frais autres que d'intérêt</b>                      |              |              |              |              |              |
| ■ Salaires et avantages sociaux                        | 498 184      | 448 635      | 411 575      | 372 404      | 337 938      |
| ■ Autres dépenses                                      | 363 294      | 324 175      | 290 285      | 267 938      | 233 501      |
|                                                        | 861 478      | 772 810      | 701 860      | 640 342      | 571 439      |
| <b>Trop-perçus avant impôts</b>                        | 225 077 \$   | 255 311 \$   | 179 419 \$   | 191 176 \$   | 141 398 \$   |

NOTE: Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation de l'exercice terminé le 31 décembre 1986.

Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et La Caisse centrale Desjardins du Québec









